



Assemblée générale

Distr. générale
17 décembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 144 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat.	4
A. Considérations générales	4
B. Utilisation des crédits	5
C. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	6
D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées.	6
E. Activités d'appui de la Mission	7
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	7
III. Exécution du budget	37
A. Ressources financières	37
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	38
C. Évolution des dépenses mensuelles	38
D. Autres recettes et ajustements	39
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	39
F. Contributions non budgétisées	40
IV. Analyse des écarts	40
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	45



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (exercice 2009/10).

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (sécurité et protection des civils, droits de l'homme et état de droit, et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	194 177,5	160 220,0	33 957,5	17,5
Personnel civil	88 110,7	98 267,8	(10 157,1)	(11,5)
Dépenses opérationnelles	408 464,9	282 317,5	126 147,4	30,9
Montant brut	690 753,1	540 805,3	149 947,8	21,7
Recettes provenant des contributions du personnel	7 298,6	8 825,7	(1 527,1)	(20,9)
Montant net	683 454,5	531 979,5	151 475,0	22,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	690 753,1	540 805,3	149 947,8	21,7

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^c
Observateurs militaires	25	25	21	16,0
Contingents	5 200	4 490	2 890	35,6
Police des Nations Unies	300	300	242	19,5
Unités de police constituées	—	—	—	—
Personnel recruté sur le plan international	595	505	421	16,6
Administrateurs recrutés sur le plan national	30	26	23	11,5
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	739	542	458	15,5
Total : personnel recruté sur le plan national	769	568	481	15,3
Volontaires des Nations Unies	201	153	143	6,5

Postes de temporaire^b

Personnel recruté sur le plan international	1	1	–	–
Personnel recruté sur le plan national	1	1	–	–
Personnel fourni par des gouvernements	25	25	23	8,0
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^c Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad pour l'exercice 2009/10 présenté dans le rapport du Secrétaire général du 9 avril 2009 (A/63/817) s'élevait à 768 190 100 dollars en chiffres bruts (montant net : 760 561 300 dollars). Il prévoyait le déploiement de 25 observateurs militaires, 5 200 militaires, 300 membres de la Police des Nations Unies, 595 agents recrutés sur le plan international, 769 agents recrutés sur le plan national, dont 30 administrateurs, 201 Volontaires des Nations Unies et 2 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions). À la suite de la parution du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/63/746/Add.13), dans une déclaration prononcée à la 50^e séance de la Cinquième Commission, le 2 juin 2009 (voir A/C.5/63/SR.50), le Président du Comité consultatif a indiqué que celui-ci recommandait à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 639 724 200 dollars pour l'exercice 2009/10, soit une réduction de 128 465 900 dollars par rapport au montant demandé.

2. Par sa résolution 63/274 B, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 690 753 100 dollars (montant net : 683 454 500 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2009/10. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) dans sa résolution 1778 (2007) du 25 septembre 2007 et l'a prorogé par des résolutions ultérieures. Le mandat de la Mission pour l'exercice considéré est défini dans les résolutions 1778 (2007), 1834 (2008), 1861 (2009), 1913 (2010) et 1923 (2010) du Conseil.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil à atteindre un objectif général, qui est d'aider à créer les conditions favorables au retour volontaire, sécurisé et durable des réfugiés et des personnes déplacées dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, pour les composantes sécurité et protection des civils, droits de l'homme et état de droit, et appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2009/10, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

7. Au cours de l'exercice considéré, une des principales priorités de la Mission a été de déployer des membres de la Police des Nations Unies et 850 agents du Détachement intégré de sécurité (DIS) dans différentes zones de l'est du Tchad. Les services de sécurité assurés par le DIS dans 19 sites de l'est du Tchad ont largement contribué à l'exécution du mandat de la Mission. Le nombre d'infractions et d'incidents survenus dans les camps de réfugiés a diminué par rapport à l'exercice précédent. Même si les conditions de sécurité sont restées précaires dans certaines zones de l'est du Tchad, les organismes humanitaires et la population locale se sont déclarés dans l'ensemble satisfaits du déploiement du DIS et de l'action qu'il a menée pour sécuriser les zones placées sous sa responsabilité. Le nombre de victimes – morts et blessés – de mines et de restes explosifs de guerre a sensiblement baissé grâce aux activités de lutte antimines menées par la Mission. Les spécialistes des droits de l'homme ont recensé, au total, 226 cas de violence sexuelle ou sexiste au cours de l'exercice. Par ailleurs, la Mission a multiplié les contacts avec les diplomates en vue d'échanger des informations sur des questions relatives à la sécurité. Des réunions ont également eu lieu chaque semaine entre le Représentant spécial du Secrétaire général, les autorités locales, la Coordination nationale d'appui au déploiement de la force internationale à l'est du Tchad (CONAFIT) et les partenaires des Nations Unies.

8. La deuxième moitié de l'exercice a été marquée par l'incertitude concernant le mandat de la Mission. En janvier 2010, le Gouvernement tchadien a demandé aux organismes des Nations Unies de quitter le pays. À l'issue de longues consultations, le Conseil de sécurité a décidé de réviser le mandat de la Mission. Dans sa résolution 1923 (2010) du 25 mai, il l'a prorogé jusqu'au 31 décembre 2010 et a décidé que l'effectif de sa composante militaire serait réduit de 5 200 à 2 200 soldats avant le 15 juillet 2010, que la phase finale du retrait des soldats restants commencerait le 15 octobre 2010 et que le retrait total du personnel en tenue et du personnel civil de la Mission, à l'exception des personnes indispensables à sa liquidation, serait achevé pour le 31 décembre 2010. Le mandat révisé prévoyait que la Mission prépare son retrait, puis élabore une stratégie de sortie.

9. Le montant total brut des dépenses de fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2009/10 s'est élevé à 540 805 300 dollars (montant net : 531 979 500 dollars), comparé au montant total brut des crédits approuvés à ce titre, de 690 753 100 dollars (montant net : 683 454 500 dollars). Les dépenses engagées au cours de l'exercice au titre du personnel recruté sur le plan international (84 396 421 dollars) et du personnel recruté sur le plan national (6 877 522 dollars), outre celles engagées au titre des Volontaires des Nations Unies (6 867 852 dollars), ont été plus importantes que prévu, en raison essentiellement de taux effectifs de vacance de postes plus faibles que prévu.

10. Toutefois, en raison de l'incertitude qui a plané sur l'avenir de la Mission à partir de janvier 2009 et de la décision que le Conseil de sécurité a prise par la suite, les dépenses ont finalement été moins importantes que prévu dans l'ensemble, 22 % des ressources approuvées n'ayant pas été utilisées. La réduction prescrite de l'effectif de la composante militaire de la Mission, qui s'est traduite par le retrait progressif des soldats et l'absence de relève, a beaucoup joué sur le niveau des dépenses. Les dépenses opérationnelles correspondantes (carburant et soutien logistique autonome) ont diminué en conséquence. L'incertitude du mandat et la

révision dont il a ensuite fait l'objet se sont également traduites par une diminution des autres dépenses opérationnelles, qui s'explique principalement par le retard pris dans les procédures d'achat et les chantiers (hélicoptères et voies d'accès) puis par leur annulation, et par une baisse de l'exploitation des avions.

11. Les économies réalisées au titre du personnel militaire et des dépenses opérationnelles ont été en partie annulées par des dépassements de crédits au titre du personnel civil. La Mission a réduit le délai de recrutement du personnel recruté sur les plans international et national, ce qui s'est traduit par des taux de vacance de postes inférieurs à ceux qui avaient été retenus pour établir le budget approuvé de l'exercice 2009/10. Par ailleurs, il y a eu un nombre plus important que prévu d'affectations provisoires de personnel chargé d'aider aux préparatifs du retrait progressif et de la liquidation de la Mission, et du nombre de primes de réaffectation versées aux membres du personnel réinstallés au sein de la Mission.

C. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

12. La Mission a coopéré activement avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) et d'autres acteurs de la région, et participé aux initiatives régionales menées pour aider à la création des bureaux à Entebbe. Sur le plan opérationnel, la coopération avec les missions voisines de la région (MINUAD et BINUCA) a été facilitée par la présence d'officiers de liaison.

13. De plus, les conseillers en chef pour la sécurité de la sous-région ont noué des liens de coopération étroits. La MINURCAT a eu, par l'intermédiaire du Groupe de l'information et de la coordination en matière de sécurité, des échanges réguliers avec la MINUAD, mais pas avec les cellules communes d'analyse des missions dans les sous-régions, ces entités n'existant qu'au Soudan. Sur le plan stratégique, les chefs de missions et les équipes dirigeantes ont échangé des vues et ont rapproché leurs vues dans le cadre de fréquentes réunions avec leurs homologues.

D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

14. En vue d'assurer la coordination de leurs activités, la Mission a eu des échanges réguliers avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, à N'Djamena et sur le terrain, en participant à des réunions et à des consultations périodiques ainsi qu'à des missions communes d'évaluation et d'établissement des faits. Au niveau supérieur de la hiérarchie, l'équipe dirigeante de la Mission a eu des échanges réguliers avec le coordonnateur résident et coordonnateur de l'action humanitaire, ainsi qu'avec les chefs des bureaux de pays et les membres des différentes équipes de pays. Dans plusieurs domaines d'activité (justice, égalité des sexes et VIH/sida), la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies ont travaillé en étroite coopération à l'exécution des programmes.

E. Activités d'appui de la Mission

15. Son mandat n'ayant été prorogé que jusqu'au 31 décembre 2010, la Mission s'est attachée au cours de l'exercice à regrouper les activités en cours en vue de les transférer au Gouvernement tchadien et à l'équipe de pays des Nations Unies, et a entamé les préparatifs de la liquidation. Cependant, dans le domaine de l'appui, un système de géolocalisation a été mis en place pour assurer le suivi par satellite de tous les vols effectués par la flotte aérienne de la MINURCAT.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : sécurité et protection des civils

16. La composante Sécurité et protection des civils de la Mission est chargée d'aider à créer les conditions favorables au retour librement consenti, sécurisé et durable des réfugiés et des personnes déplacées dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine. La Mission s'est employée en concertation avec les autorités nationales et locales, dans le cadre de réunions de coopération, à créer un environnement plus sûr pour faciliter le retour des personnes déplacées, notamment en soutenant les efforts de réconciliation menés à l'échelle locale. Elle a également aidé le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à réinstaller les camps de réfugiés à proximité de la frontière, et a assuré le déploiement, en toute sécurité, du contingent des Nations Unies et du DIS, chargés de lutter contre le banditisme et les autres activités illicites qui restent la principale menace pesant sur les activités humanitaires dans l'est du Tchad.

17. Au cours de la période examinée, la Mission a continué de sélectionner, former, conseiller, superviser et encadrer les membres du DIS et de leur apporter un soutien opérationnel et administratif au Tchad. Elle a ainsi sélectionné et formé 127 nouvelles recrues pour le DIS d'octobre à décembre 2009. Elle s'est également employée à renforcer la sécurité des locaux et du personnel du DIS en érigeant des miradors dans tous les commissariats et postes de police et en installant des éclairages dans les guérites des gardes. La composante militaire de la Mission a contribué à la protection des civils en danger, renforcé l'aide humanitaire et protégé le personnel et les installations des Nations Unies.

18. La Mission a entretenu le dialogue avec les organisations régionales compétentes, telles que l'Union africaine, et coopéré étroitement avec d'autres missions des Nations Unies (MINUAD, MINUS et BONUCA) sur des questions de sécurité, s'agissant notamment des menaces qui pèsent sur l'aide humanitaire dans la sous-région.

19. Conformément à la résolution 1923 (2010), la Mission a complètement cessé de fournir des escortes et d'assurer des patrouilles militaires le 26 mai 2010, et commencé le retrait de ses forces. Par ailleurs, la composante civile a commencé à préparer son retrait, qui devait être achevé le 31 décembre 2010, et la phase de liquidation qui suivra. À cet égard, elle s'est attachée à regrouper les activités en cours en vue de les transférer au Gouvernement tchadien et à l'équipe de pays des Nations Unies.

Réalisation escomptée 1.1 : Création d'un environnement plus sûr dans l'est du Tchad et dans le nord-est de la République centrafricaine

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Diminution de 10 % du nombre d'infractions se produisant dans les camps de réfugiés et les sites de personnes déplacées, dans les localités principales et sur les routes empruntées pour la fourniture d'assistance humanitaire entre les villes de l'est du Tchad par rapport à l'exercice 2008/09 (2007/08 : 271; 2008/09 : 203; 2009/10 : 183)

186 infractions, soit une diminution de 9 %. Cette baisse moins importante que prévu s'explique par une simple surestimation. Elle résulte de la sensibilisation accrue de la population civile (réfugiés, personnes déplacées, population locale et personnel humanitaire), qui se sent désormais suffisamment confiante pour porter plainte auprès du Détachement intégré de sécurité. Elle s'explique aussi par une plus grande présence dans la zone d'opérations d'acteurs internationaux et nationaux dont les biens attirent la convoitise de bandits fortement armés.

Accès intégral de l'assistance humanitaire aux routes et villages de l'est du Tchad (2007/08 : 25 %; 2008/09 : 50 %; 2009/10 : 100 %)

En mai 2010, le personnel humanitaire avait accès à 75 % des routes et villages dans la zone d'opérations, y compris dans des zones à haut risque comme Farchana, Hadjer Hadid et Borota. Comme prévu par la résolution 1923 (2010) du Conseil de sécurité, la force a cessé le 26 mai d'effectuer des patrouilles et d'assurer des escortes de sécurité. L'accès du personnel humanitaire aux routes et aux villages a diminué en conséquence.

Augmentation du nombre total de conseils pour la sécurité communautaire créés dans l'est du Tchad (2007/08 : 0; 2008/09 : 18; 2009/10 : 54)

Le dialogue intercommunautaire a été encouragé et un certain nombre de visites ont été effectuées dans des sites d'accueil de personnes déplacées. Le dialogue intercommunautaire se déroule lors de débats publics réunissant des représentants de différentes communautés et dans des commissions de réconciliation présidées par des chefs traditionnels et des représentants des autorités administratives. C'est ainsi que 5 commissions de réconciliation ont été créées dans la région de Farchana. La dernière en date a vu le jour le 28 octobre à la suite d'une réunion de dialogue intercommunautaire tenue à Hadjer Hadid. Dans le Dar Sila, des comités de règlement des différends et des conflits intercommunautaires ont été mis sur pied dans les 10 sous-préfectures.

Gestion par le Détachement intégré de sécurité de bureaux des femmes et des enfants dans les principales localités et les camps de réfugiés dans l'est du Tchad

Objectif atteint. Le Détachement a créé 18 bureaux des femmes et des enfants (dans ses postes de police et sous la forme des unités de protection des femmes et des enfants dans ses commissariats de l'est du Tchad). Les membres de la Police des Nations Unies et du Détachement affectés à ces bureaux ont reçu une formation spécialisée sur la problématique hommes-femmes en mars 2010.

Diminution de 40 % du nombre de victimes, morts et blessés, des mines et restes explosifs de guerre communiqué par le Service tchadien de déminage (2007/08 : 190; 2008/09 : 112; 2009/10 : 67)

Objectif atteint. Le nombre communiqué de victimes des mines et restes explosifs de guerre (23 morts et 41 blessés) traduit une diminution de 42 %.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions mensuelles entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les représentants de la communauté internationale pour échanger des informations sur les questions concernant la sécurité au Tchad	Oui	Des réunions mensuelles ont été organisées entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et du corps diplomatique.
Participation du Représentant spécial du Secrétaire général aux réunions périodiques du Groupe de contact	Non	Aucune réunion du Groupe de contact établi par l'Accord de Dakar n'a été organisée depuis novembre 2008.
Consultations avec la Coordination nationale d'appui à la force internationale à l'est du Tchad (CONAFIT) sur la sécurité, l'assistance humanitaire et d'autres questions relatives au mandat, notamment le partage de l'information, dans le cadre de réunions hebdomadaires	36	Réunions et consultations hebdomadaires tenues avec la CONAFIT et avec les autorités locales sur des questions concernant la sécurité et l'aide humanitaire
Réunions trimestrielles entre le Représentant spécial du Secrétaire général ou le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et les représentants d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales féminines pour échanger des informations sur leurs problèmes de sécurité	56	Réunions hebdomadaires tenues par le Représentant spécial du Secrétaire général ou le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général avec des représentants d'organisations non gouvernementales Des échanges d'informations sur les conditions de sécurité à Abéché et à N'Djamena ont eu lieu et des réunions ont été tenues avec la CONAFIT.
Appui, par l'organisation de conférences, réunions et rencontres publiques, aux initiatives des autorités nationales et locales visant à apaiser les tensions locales et promouvoir les efforts de réconciliation locale dans l'est du Tchad	Oui	Un dialogue soutenu a été instauré avec des représentants des collectivités locales, de la société civile et des autorités traditionnelles et administratives, avec l'appui d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, pour apaiser les tensions présentes dans les régions d'Assoungba, de Dar Sila et de Wadi Fira. Des réunions ont eu lieu fréquemment entre le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et des ministres ainsi que des représentants des collectivités locales dans l'est du Tchad pour promouvoir les efforts de réconciliation au niveau local. Les fonctionnaires des bureaux des affaires politiques et civiles à Farchana ont tenu des réunions hebdomadaires avec les autorités locales pour promouvoir les efforts de réconciliation.

4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

4 réunions de coopération intermissions avec la MINUAD, la MINUS et le BONUCA sur les questions techniques et opérationnelles d'intérêt commun

Conseils aux autorités nationales et locales tchadiennes, à l'équipe de pays des Nations Unies, à l'Union européenne, aux ONG et aux personnes déplacées et aux réfugiés dans le cadre de 12 réunions sur les initiatives visant à créer un climat de confiance en ce qui concerne le retour librement consenti des personnes déplacées et des réfugiés

Dans la région du Dar Sila, des réunions mensuelles sur le dialogue intercommunautaire ont été organisées avec tous les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, sous la présidence du Gouverneur.

3 Rapports élaborés et soumis. Après le début des débats sur le renouvellement du mandat de la MINURCAT, la production d'un aide-mémoire est devenue prioritaire.

2 Les 10 et 11 décembre 2009, le Représentant spécial du Secrétaire général a participé à une réunion de coordination intermissions à Entebbe avec la MONUC, la MINUS et la MINUAD. Le 2 juin 2010, il a participé à une réunion intermissions sur l'Armée de résistance du Seigneur avec les représentants spéciaux ou représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général pour le BINUCA, la MONUC, la MINUS et la MINUAD.

12 Des conseils ont été fournis dans le cadre de 12 réunions des groupes de travail sur le retour des personnes déplacées et des réfugiés. La MINURCAT a noué de bonnes relations avec les autorités locales, dans tous les domaines relevant de ses attributions. Les autorités locales, la CONAFIT, les représentants des personnes déplacées, les collectivités d'accueil et les partenaires du système des Nations Unies se sont tous activement employés à répondre aux besoins des personnes déplacées.

À Goz Beïda, des réunions hebdomadaires ont été organisées avec les autorités locales et toutes les parties intéressées des sites de Gassire, Gourkou, Koloma, Koubigou, Sanour, Habile et Aradib. Les personnes déplacées ont fait part de besoins, dont certains devaient être comblés au moyen de projets à effet rapide.

Des visites hebdomadaires ont été effectuées sur les sites et des réunions ont été tenues avec les autorités locales et les responsables communautaires. À Farchana, l'accent a été mis sur une évaluation des causes et origines des déplacements de la tribu Massalit à Borota. À cette fin, des consultations ont été tenues avec les responsables des communautés concernées et 5 missions conjointes de bons offices ont été effectuées sur place par la MINURCAT et la CONAFIT.

Réunions de liaison hebdomadaires avec l'équipe de pays des Nations Unies et les ONG sur la coordination de l'assistance humanitaire

Réunions périodiques à tous les niveaux (politique et militaire) entre la MINURCAT, la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX) et les organisations sous-régionales concernées pour échanger des informations sur la sécurité et d'autres questions d'intérêt commun

Organisation de 3 ateliers à l'intention d'ONG, de chefs religieux et traditionnels, et de groupes de femmes et de jeunes pour soutenir la réconciliation et le dialogue intercommunautaire

Facilitation du dialogue par l'organisation de réunions publiques regroupant les autorités nationales, régionales et locales pour créer un climat de confiance et promouvoir la réconciliation

64 Participation à 52 réunions de coordination des activités humanitaires dirigées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, dans trois sites : Abéché, Farchana et Goz Beïda. En outre, 12 réunions du Comité permanent interorganisations ont eu lieu à N'Djamena, au niveau des responsables de la stratégie.

Oui 3 réunions consacrées à l'insécurité transfrontières entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine ont été tenues.

Oui Un dialogue mensuel a été instauré avec les représentants des communautés, la société civile, les chefs religieux et les autorités locales pour apaiser les tensions dans les régions d'Assounga, du Dar Sila et de Wadi Fira.

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la CONAFIT, le Gouverneur du Dar Sila et le Sultan, la Mission a constitué un groupe de travail sur le dialogue intercommunautaire.

La Mission a joué un rôle d'observateur et fourni un soutien logistique important pour l'atelier sur la coexistence pacifique organisé par le Gouvernement du 19 au 21 janvier 2010. Les participants ont produit des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre pour régler pacifiquement les différends.

Des missions mensuelles d'appui aux démarches de réconciliation entreprises par des groupes de jeunes ont été menées à Miata, Kawa, Galdawalga et Farchana. Trois ateliers ont été organisés à Kawa, à Miata et à Arkoum.

Oui Des réunions mensuelles ont eu lieu avec les représentants des communautés, la société civile, les chefs religieux et les autorités locales pour apaiser les tensions dans les régions d'Assounga, du Dar Sila et de Wadi Fira.

À Farchana, des campagnes de sensibilisation sur la coexistence pacifique ont été organisées, de même que des activités d'appui à des commissions sur la gestion des conflits et la réconciliation entre réfugiés et populations hôtes, et entre agriculteurs et éleveurs, se réunissant sous l'égide du sous-préfet. Afin de

		créer des conditions propices au retour des personnes déplacées, trois puits ont été creusés dans la zone de Hadjer Hadid et une fraiseuse a été fournie dans le cadre de projets à effet rapide. À Goz Beïda, la MINURCAT a constitué, en collaboration avec le PNUD et le Gouverneur de Dar Sila, un groupe de travail sur le dialogue intercommunautaire.
Renforcement de la présence, au moyen de 29 200 jours-homme de garde/patrouille à un poste fixe, à pied, en voiture (8 militaires par patrouille x 3 patrouilles par jour x 3 secteurs au Tchad x 365 jours; et 8 militaires par patrouille x 1 patrouille par jour x 1 secteur en République centrafricaine x 365 jours), avec des patrouilles de tous types, consacrées tant à des activités humanitaires qu'à des opérations de bouclage de périmètre et de perquisition	50 735	Jours-homme de patrouille effectués : escortes, convois et patrouilles sur des distances courtes ou longues. Un plus grand nombre de patrouilles sur des distances courtes a été organisé en raison des changements apportés au mandat et du gel du déploiement de contingents, d'où le produit supérieur aux prévisions.
9 125 jours-homme pour assurer la liaison avec les organismes des Nations Unies, les ONG, les autorités nationales et locales, les chefs traditionnels et les communautés locales ainsi qu'avec la police et les autres composantes de la Mission (25 observateurs militaires x 365 jours)	12 575	Observateurs militaires déployés dans la zone d'opérations de la Mission (Abéché, N'Djamena (Birao et Bangui), Iriba, Farchana et Goz Beïda) en liaison avec les organismes des Nations Unies, les ONG, les autorités nationales et locales, les chefs traditionnels et les communautés locales. Le nombre de jours-homme a été plus important que prévu parce que les patrouilles ont été effectuées à la fois par des observateurs militaires et par des soldats des contingents.
5 760 heures de patrouille aérienne, à l'exclusion de celles liées à la logistique, aux évacuations sanitaires, au génie, au transport de personnalités et aux communications (8 hélicoptères x 60 heures par mois x 12 mois)	1 210	Heures de vol utilisées au total, à la fois dans l'est du Tchad et en République centrafricaine, à des fins de patrouille aérienne, de mise en place de personnel et de certification de sites d'atterrissage d'hélicoptères. Sur les 29 hélicoptères prévus, seuls 18 ont été déployés et le nombre de soldats déployés n'a été qu'une fraction de l'effectif envisagé pour la MINURCAT. En outre, les conditions de sécurité tendues et imprévisibles près de la frontière avec le Soudan ont limité les patrouilles dans ce secteur, imposant une zone d'exclusion aérienne commençant à 30 km de la frontière.
52 560 jours-homme de patrouille commune de la Police des Nations Unies et du Détachement intégré de sécurité (2 membres de la Police des Nations Unies par patrouille x 4 patrouilles par jour et par commissariat x 18 commissariats ou postes x 365 jours)	110 960	Jours-homme de patrouille motorisée et à pied assurés nuit et jour par des membres de la Police des Nations Unies et du Détachement – un aller retour étant considéré comme 1 patrouille (4 membres de la Police des Nations Unies x 4 patrouilles par jour x 19 emplacements

Conseils aux autorités locales et à la population locale, notamment aux groupements féminins, sur la police de proximité dans le cadre de réunions communautaires hebdomadaires dans 6 localités et dans des camps de réfugiés

Campagnes d'information sur les questions concernant la sécurité et la paix : publication de 1 000 affiches (en arabe et en français), 50 000 dépliants et brochures (en arabe et en français) et représentations théâtrales dans chaque camp de réfugiés

Publication de 300 cartes, illustrant de façon détaillée les risques posés par les mines et les munitions non explosées, à l'intention du Service de déminage tchadien, des organismes des Nations

x 365 jours = 110 960 jours-homme). Le nombre de jours-homme de patrouille est supérieur aux prévisions car le personnel du Détachement a été déployé à 19 sites au lieu des 18 prévus.

Oui À Farchana, l'accent a été mis sur l'évaluation des causes et origines des déplacements de la tribu Massalit à Borota. À cette fin, des réunions de consultation ont été tenues avec des dirigeants des communautés concernées. À Goz Beïda, des réunions bihebdomadaires et des visites de sites ont été organisées avec l'aide des autorités locales, à l'intérieur et autour des camps de réfugiés (Djabal et Goz Amir) et des zones de retour (Tiero, Marena, Arata, Djourlo, Arangou, Tessou et Leboutigue), principalement dans le département de Kimiti, dans la sous-préfecture de Kerfi et à Angarana, Ade et Moudeyna.

Ces visites de travail ont été l'occasion pour les autorités locales d'entendre directement, par la voix des dirigeants des communautés locales, un certain nombre de griefs dont ceux des groupes de femmes, relatifs notamment à la sécurité et aux conflits intercommunaux.

Oui La Mission a produit 7 000 affiches, 3 000 dépliants, 2 000 livrets pour sa cellule judiciaire, 3 000 cahiers et 2 000 t-shirts. Des points de presse ont été organisés, des interviews télévisées et radiophoniques données et des communiqués de presse diffusés. La production de ces éléments a été adaptée aux besoins rencontrés sur le terrain. Les documents écrits ont été produits en français et en arabe.

D'autres produits de communication externe ont été réalisés pour soutenir les activités du Groupe des affaires judiciaires, de la Section de la sécurité et du Groupe de l'action humanitaire : 1 000 chemises à documents, 1 500 parapluies, 50 ballons de football, 1 000 porte-badges, 1 000 bouteilles thermos, 5 000 cuvettes, 5 000 bouilloires pour les ablutions et 5 000 seaux. Tous les produits réalisés portaient l'emblème des Nations Unies et la mention « MINURCAT ».

341 Cartes imprimées et distribuées, illustrant de façon détaillée à l'attention des partenaires les activités de nettoyage de zones de bataille et de reconnaissance des routes, ainsi que les zones

Unies et des ONG afin de les aider à mener sans danger leurs opérations dans l'est du Tchad

Contribution à l'action de coordination de l'assistance humanitaire menée par l'équipe de pays et les ONG, dans le cadre de réunions hebdomadaires

Organisation de 52 réunions de liaison avec le HCR sur l'aide aux réfugiés, notamment la réimplantation des camps de réfugiés situés à proximité de la frontière

Organisation de 6 ateliers de formation à l'intention des ONG, en partenariat avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur les principes humanitaires, la coordination civilo-militaire, la protection des civils et la structure, le rôle et les travaux des organismes humanitaires

Campagne d'information sur la situation humanitaire, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, notamment 30 minutes d'émissions radiophoniques par mois (en arabe et en français), publication de 50 000 dépliants/brochures (en arabe et en français) et de 1 000 affiches (en arabe et en français)

dangereuses. Huit mises à jour de l'état d'avancement des activités de nettoyage ont aussi été publiées sous la forme de cartes.

Oui Participation à 52 réunions de coordination des activités humanitaires dirigées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, dans 3 sites : Abéché, Farchana et Goz Beïda. En outre, 12 réunions du Comité permanent interorganisations ont eu lieu à N'Djamena, au niveau des responsables de la stratégie.

52 Réunions tenues avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à Abéché, Farchana, Goz Beïda, Koukou, Iriba, Bahai et Guereda. À la suite de quoi, 2 300 réfugiés soudanais ont été déplacés de Birak à Mille et Gounoungou en mai et juin 2010.

Non Aucun atelier n'a été organisé en raison de l'insuffisance des moyens de l'équipe de pays des Nations Unies. La MINURCAT a participé, aux côtés d'ONG locales, de représentants des autorités locales et de la Force, à un atelier sur la coopération civilo-militaire, organisé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Hadjer Hadid. Elle a continué à assurer une formation ponctuelle sur des questions liées à la coopération civilo-militaire et aux principes de l'action humanitaire, à Farchana, Goz Beïda, Iriba, Guéréda et Koukou.

Oui Entre décembre 2009 et mars 2010, la MINURCAT a produit 61 émissions radiophoniques, 10 annonces de service public demandées par ses sections techniques chargées de la problématique hommes-femmes et de la lutte antimines, et 25 séquences vidéo. En raison du grand nombre de personnes illettrées dans l'est du Tchad, notamment parmi les réfugiés et personnes déplacées, il était plus efficace de produire des articles utiles au quotidien, comme des seaux, des cuvettes, des bouteilles thermos, des parapluies et des ballons de football. Ces articles ont été distribués au cours de campagnes de communication externe menées par les sections techniques ou à l'occasion de cérémonies spéciales. Ils portaient tous l'emblème de la MINURCAT. Une affiche sur la MINURCAT a aussi été réalisée en français et en arabe et largement distribuée dans la zone d'opérations de la Mission.

<p>Exécution de 30 projets à effet rapide destinés à créer un environnement sûr, en consultation et en coordination avec la communauté des organismes d'aide dans l'est du Tchad afin de veiller à ce que ces projets complètent les activités d'aide existantes et évitent les doubles emplois</p>	<p>Des émissions sur des questions humanitaires ont été diffusées par la radio InterNews d'Abéché, à raison de 30 minutes par semaine.</p>
	<p>18 Plusieurs projets nouveaux ont été suspendus, le nouveau mandat de la MINURCAT prévoyant un retrait au 31 décembre 2010. L'accent a donc été mis sur l'achèvement des projets à effet rapide précédemment approuvés et sur leur transfert aux acteurs nationaux appropriés (organisations non gouvernementales ou services de l'État). Ainsi, 18 nouveaux projets à effet rapide ont été lancés, dont 15 ont été achevés, y compris 9 à Farchana. Certains retards dans l'exécution des projets s'expliquent soit par les contraintes de la saison des pluies, soit par des retards intervenus dans le versement de fonds. Avant le changement de mandat, certains retards étaient dus au manque de moyens de certains partenaires d'exécution.</p>
<p>Reconnaissance de 1 000 km de voies d'approvisionnement non encore inspectées pour déceler la présence éventuelle de mines ou de restes explosifs de guerre</p>	<p>2 176,3 Km de routes inspectés.</p>
<p>Réunions périodiques entre les observateurs militaires et les forces armées de la République centrafricaine (FACA), les organismes gouvernementaux intéressés et le BONUCA/ BINUCA pour échanger des informations sur la sécurité et d'autres questions d'intérêt commun.</p>	<p>Oui Des observateurs militaires basés à Bangui et à Birao ont assuré les tâches suivantes : échanges quotidiens avec l'officier de liaison et l'officier chargé des opérations de la FACA; contacts quotidiens avec les fonctionnaires chargés de la sécurité du BINUCA; contacts quotidiens avec la MICOPAX et le commandant de la Force; participation, aux côtés du BINUCA, aux réunions hebdomadaires de l'équipe de gestion de la sécurité.</p>

Réalisation escomptée 1.2 : Renforcement des capacités du Détachement intégré de sécurité (DIS)

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Déploiement de 850 membres du DIS

Objectif atteint. 850 membres du DIS ont été déployés.

Création par le DIS d'un mécanisme de coordination de la sécurité avec la Police nationale tchadienne, la gendarmerie nationale et la garde nationale nomade

Objectif atteint, grâce à la création du Bureau de la protection et de l'escorte et à la distribution de 120 appareils de communication radio HF et VHF aux autorités locales et aux autres forces de sécurité, pour leur permettre de communiquer avec le DIS

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Sélection et homologation de fonctionnaires de police et de gendarmes tchadiens pour le DISI	989	989 personnes ont été sélectionnées et homologuées, y compris le personnel de remplacement.
Conseils donnés aux autorités tchadiennes, lors de réunions mensuelles, sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie visant à accroître le nombre de candidates au DIS	Oui	Un plan visant à augmenter le nombre de candidates possibles au DIS parmi les membres de la Police nationale tchadienne a été mis en œuvre. Près de 5 000 candidatures ont été reçues, et 250 candidates ont été recrutées.
Conseils donnés au DIS, dans le cadre de réunions bimensuelles, sur les questions d'administration, de direction et de commandement	52	Les réunions ont eu lieu entre la Mission et les directions centrale et locale du DIS.
Formation de 77 membres de l'encadrement du Détachement intégré de sécurité au cours d'un stage de commandement	77	77 gradés du DIS ont reçu une formation en matière de contrôle et de mentorat.
Formation de 850 candidats au DIS, sur les pratiques internationales de surveillance policière, y compris en ce qui concerne les droits de l'homme, le VIH/sida, l'égalité des sexes et les droits de l'enfant	989	Les recrues du DIS ont assisté à un stage d'incorporation portant notamment sur l'état de droit, les droits de l'homme et le VIH/sida. La MINURCAT a aussi dispensé une formation spécialisée au personnel des services d'accueil pour les femmes et des services de protection des femmes et des enfants.
Conseils donnés au DIS sur le fonctionnement d'une base de données pour l'enregistrement des infractions pénales, y compris les actes de violence sexuelle ou sexiste, et sur l'utilisation de la base de données pour contribuer à mettre fin à l'impunité	Non	Une base de données des statistiques criminelles a été tenue à jour toutes les semaines. Mais, en raison des incertitudes planant sur le mandat de la MINURCAT et sur son retrait, la base de données sur la violence sexuelle ou fondée sur le sexe destinée à enregistrer les cas signalés dans les camps et à harmoniser les statistiques avec celles des organismes des Nations Unies, notamment le HCR, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), n'a pas été créée.
Contrôle du personnel du DIS, notamment grâce à la constitution d'une base de données sur les plaintes déposées contre le Détachement et, le cas échéant, communication d'informations à l'unité d'enquête interne du Détachement en coordination avec les autorités tchadiennes	Oui	Le contrôle du personnel du DIS a été effectué grâce à la création et à la tenue d'une base de données des plaintes déposées contre les agents, qui a permis de prendre des mesures disciplinaires.
Conseils quotidiens au DIS sur le contrôle de la circulation et la conduite des enquêtes sur les actes criminels	Oui	La Police des Nations Unies a donné tous les jours des conseils au DIS sur le contrôle de la circulation et la conduite des enquêtes sur les actes criminels.

Conseils au DIS sur l'élaboration d'un manuel d'instructions permanentes pour les arrestations et les détentions	Non	Le manuel n'a pas été créé.
Formation de 6 membres du DIS à l'enquête interne	11	Une formation pratique sur le tas a été dispensée à 11 membres du personnel d'enquête du DIS, qui ont accompagné les enquêteurs et suivi leurs activités.
Conseils au DIS sur l'institution et l'organisation de réunions de coordination hebdomadaires au niveau du commandement avec les fonctionnaires de police et les gendarmes tchadiens sur les questions de sécurité	Oui	Le DIS et la Police des Nations Unies ont participé aux réunions de coordination hebdomadaires du Bureau de la protection et de l'escorte.
Conseils au DIS, dans le cadre de la supervision, sur la gestion des bureaux d'accueil pour les femmes et les enfants dans 6 localités importantes et 12 camps de réfugiés dans l'est du Tchad	Oui	La Mission et le DIS ont créé des bureaux d'accueil pour les femmes dans les postes du Détachement et des services de protection des femmes et des enfants dans ses commissariats de l'est du Tchad. Les services d'accueil étaient tenus par des membres de la Police des Nations Unies et du DIS, auxquels le Groupe de la problématique hommes-femmes a dispensé une formation spécialisée en mars 2010.
Conseils au DIS sur l'élaboration, avec les autorités de la Police nationale tchadienne, d'un plan d'action conjoint de lutte contre le banditisme	Non	Aucun plan commun n'a été élaboré, en raison des incertitudes concernant le mandat de la MINURCAT, particulièrement en ce qui concerne le rôle de la composante militaire. Le déploiement de celle-ci a été suspendu en janvier, après que le Gouvernement tchadien eut demandé le retrait de la Mission.
Conseils au DIS sur la création de centres d'appel d'urgence dans les commissariats et postes de police	17	17 centres d'appel sur 19 ont été créés et sont opérationnels. La MINURCAT a fourni du matériel et des prestataires de service pour aider à établir les liaisons.
Campagne d'information sur le DIS : 30 minutes d'émissions radiophoniques par mois (en arabe et en français), 15 minutes d'émissions télévisées ou d'images vidéo par mois (en arabe et en français), 50 000 dépliants ou brochures (en arabe et en français), 1 000 affiches (en arabe et en français)	Oui	Un programme radio de 15 minutes produit quotidiennement depuis le 15 décembre 2009 porte sur la lutte antimines, la santé, le DIS et la MINURCAT. D'autre part, 4 reportages télévisés et 3 vidéos sur les activités de la MINURCAT, y compris l'appui qu'elle fournit au DIS, sont passés à la télévision nationale. À la place des tracts, une affiche concernant le DIS a été tirée à 5 000 exemplaires. En effet, il était ressorti d'une étude menée sur le terrain que les affiches étaient un moyen plus efficace de mettre le Détachement en avant.

Composante 2 : droits de l'homme et état de droit

20. Le cadre stratégique de la Mission pour la composante 2 couvre la surveillance du respect des droits de l'homme, les enquêtes, la remontée d'information et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que l'aide au renforcement des institutions d'importance majeure sur les plans législatif, judiciaire et pénitentiaire. Un élément particulièrement important était l'identification des auteurs de violations des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, notamment en ce qui concerne tout ce qui a un rapport avec la violence fondée sur le sexe et la protection de l'enfance. Aussi des spécialistes des droits de l'homme sont-ils restés déployés au quartier général de la Mission, dans les PC avancés et dans les bureaux locaux. Ils se sont employés à détecter les menaces qui pourraient peser sur les civils, de façon préventive et en étroite collaboration avec les militaires et les forces de police, les groupes de conseil en matière de problématique hommes-femmes et dans les domaines judiciaire et pénitentiaire, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les autres membres de services humanitaires se trouvant dans le pays. Ils ont effectué 401 visites dans des camps de réfugiés et des lieux de rassemblement de déplacés et 360 dans des cellules de détention de la police et de la gendarmerie et les prisons de l'est du Tchad, au cours desquelles ils ont rassemblé des faits concernant les violations des droits de l'homme et fait aux intervenants concernés des recommandations précises sur les moyens de redresser le tir. D'autre part, ils ont organisé 81 sessions de sensibilisation et stages de formation à l'intention des autorités de l'État, des organisations de la société civile et du grand public. Parallèlement, la Section des droits de l'homme a fourni une assistance technique au Ministère des droits de l'homme en vue de l'organisation du Forum national des droits de l'homme. Le groupe consultatif pour les affaires judiciaires a aidé le DIS à exécuter les tâches de son mandat et appuyé l'action menée par le Gouvernement tchadien pour renforcer ses capacités dans le domaine judiciaire, harmoniser le système de justice traditionnel et le système organisé, coordonner l'aide internationale dans le secteur de la justice et ouvrir davantage et faciliter à tous l'accès à la justice, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables. Le Groupe des services consultatifs de l'administration pénitentiaire a collaboré étroitement avec toutes les parties concernées au renforcement du système pénitentiaire, offrant conseils et assistance aux autorités pénitentiaires nationales pour l'amélioration des conditions de détention, la réorganisation de l'administration pénitentiaire et l'application des meilleures pratiques en matière de gestion des prisons, grâce à la colocalisation de personnel détaché dans certaines des prisons afin qu'il offre des services de mentorat, en même temps que les capacités du personnel étaient renforcées au moyen de programmes de formation.

Réalisation escomptée 2.1 : Progrès dans la promotion et la défense des droits de l'homme au Tchad

Indicateurs de succès prévus

Augmentation, parmi les cas signalés de violation des droits de l'homme, du pourcentage d'affaires faisant l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires lancées par les autorités tchadiennes (2007/08 : données non disponibles; 2008/09 : moins de 5 %; 2009/10 : 60 %)

Augmentation, parmi les cas de violence sexuelle ou sexiste à l'encontre des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables signalés dans les quatre régions de l'est du Tchad, du pourcentage d'affaires dans le cadre desquelles les autorités tchadiennes ont ouvert une enquête et rassemblé des éléments de preuve (2007/08 : données non disponibles; 2008/09 : moins de 10 %; 2009/10 : 70 %)

Indicateurs de succès effectifs

Le nombre de personnes faisant l'objet d'une enquête ou détenues avant jugement par le DIS à propos d'un crime augmente régulièrement (39 et 8 en octobre 2009, 41 et 24 en décembre 2009, 128 et 47 en janvier 2010, 53 et 37 en février, 75 et 43 en mars, 74 et 50 en avril et 34 et 19 du 1^{er} au 22 mai 2010). Ces statistiques portent sur des crimes de toutes sortes et non uniquement sur des affaires relatives aux droits de l'homme. On peut néanmoins supposer que l'accroissement du nombre d'enquêtes a eu une incidence favorable sur les affaires concernant les droits de l'homme. Par exemple, les cas de violence sexuelle ou fondée sur le sexe ont été régulièrement signalés au DIS et ont régulièrement fait l'objet d'une enquête de sa part.

D'après la comparaison des statistiques du DIS et des affaires suivies par la Mission, le nombre de celles-ci qui portaient sur des violences sexuelles ou fondées sur le sexe était en baisse, alors que le DIS a enregistré une augmentation du nombre d'affaires de ce genre qui lui avaient été signalées (de 4 en octobre 2009 à 6 en décembre 2009, 10 en janvier 2010, 18 en février et 74 en mars 2010).

Au total, pendant la période considérée, la Mission a enregistré des faits concernant 226 affaires de violence sexuelle ou fondée sur le sexe.

Produits prévus

Visites mensuelles dans des prisons et lieux de détention pour vérifier

200 visites dans des camps de réfugiés et de personnes déplacées pour évaluer la situation relative aux droits de l'homme et la situation des femmes

12 enquêtes sur la situation des droits de l'homme, axées sur la protection des femmes et des enfants, dans tout l'est du Tchad

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Oui Les visites ont eu lieu; 16 établissements pénitentiaires, y compris des cellules de détention des brigades de gendarmerie, ont été visités tous les mois, ou parfois toutes les semaines. D'autre part, 360 missions de contrôle des conditions de détention ont été effectuées (au rythme de 1 875 visites par mois et par lieu de détention).

336 Des visites régulières ont été effectuées dans 14 lieux de rassemblement de personnes déplacées et 10 camps de réfugiés (soit 1,16 visite par mois et par site).

92 Le plus gros des enquêtes effectuées dans le domaine des droits de l'homme a porté sur la violence sexuelle ou fondée sur le sexe et sur la protection des droits de l'enfant. Vu le caractère récurrent du phénomène, les spécialistes des

5 missions d'enquête spéciales, avec établissement de rapports sur les violations graves des droits de l'homme, en vue d'encourager le Gouvernement tchadien à lutter contre l'impunité

Réunions mensuelles avec le Gouvernement tchadien pour donner des conseils sur la mise en œuvre du plan d'action visant à prévenir le recrutement et l'emploi d'enfants par les groupes armés et poursuivre en justice les auteurs de ces crimes

En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, publication de 3 rapports thématiques en vue d'encourager le Gouvernement tchadien à lutter contre l'impunité

Conseils aux représentants nationaux ou régionaux des autorités tchadiennes, dans le cadre de réunions mensuelles, sur les questions relatives aux droits de l'homme, afin de lutter contre l'impunité

droits de l'homme ont dû effectuer plus de visites de contrôle que prévu.

- 7 Des enquêtes spéciales ont été menées sur de graves violations des droits de l'homme, y compris l'enlèvement d'un humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Kawa et l'attaque et le meurtre d'un civil à Tessou (dans la région de Goz Beïda).

Oui La Mission a participé à des visites de vérification menées sous la direction du Gouvernement dans des casernes et des camps d'entraînement militaires, ou les a facilitées, en association avec le corps diplomatique et avec d'autres organismes des Nations Unies. Ces visites ont été faites à Abéché, Koudou, Moussoir et Mongo, au quartier général de l'armée de terre, à la Gendarmerie nationale et à la Direction générale de sécurisation des services et institutions de l'État, à Ndjamena, en août 2009. Ces visites conjointes avaient pour objet de voir s'il y avait des mineurs dans les installations militaires, de faciliter leur libération et de sensibiliser au problème du recrutement d'enfants. À la suite de cette action, la Mission a engagé des pourparlers avec le Gouvernement, en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies, sur l'élaboration d'un plan d'action sur six mois. Ce plan d'action pour les enfants pris dans les conflits armés n'a pas encore été adopté.

Non Il a été décidé de ne pas rendre public le premier rapport, à la suite de quoi aucun autre n'a été établi.

Oui Des conseils ont été dispensés aux autorités judiciaires, administratives et de maintien de l'ordre d'Abéché, Farchana, Iriba, Goz Beïda, Adré, Hadjer Hadid et Koloma. Un voyage du Ministère des droits de l'homme et de la promotion des libertés fondamentales dans l'est du Tchad a été facilité en octobre 2009. Au cours de ce voyage, le Ministre a rencontré des représentants d'organisations de la société civile, d'associations de défense des droits de l'homme et d'associations féminines, ainsi que des notables locaux.

6 ateliers, à l'intention des représentants des autorités tchadiennes et des organisations de la société civile, sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris celles visant à mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants par les forces armées nationales et les groupes de rebelles

Conseils dispensés au Gouvernement tchadien dans le cadre de réunions bimestrielles sur l'obligation de présenter des rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Mise en œuvre de 6 projets à effet rapide sur la promotion des droits de l'homme

Suivi régulier des procès des justices de paix, des tribunaux de première instance et de la cour d'appel d'Abéché

Conseils à l'équipe de pays des Nations Unies dans le cadre de réunions mensuelles sur la violence sexuelle et la violence sexiste dans l'est du Tchad

23 Ont notamment participé des délégués régionaux du Ministère des droits de l'homme et de la promotion des libertés fondamentales et des membres d'associations et d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme. Vu la hausse de la demande émanant des partenaires et bénéficiaires, la Mission a augmenté le nombre de stages. Ceux-ci portaient notamment sur les notions et principes relatifs aux droits de l'homme, la violence sexuelle ou fondée sur le sexe, les droits de l'enfant, ceux des femmes et le rôle de la société civile dans la lutte contre l'impunité.

Oui 12 réunions ont eu lieu entre la MINURCAT et le Ministre des droits de l'homme. D'avril à juin 2010, la Mission a facilité les débats consacrés à l'enrôlement d'enfants pendant la conférence régionale sur l'élimination du recrutement et de l'emploi d'enfants.

7 7 projets à effet rapide ont été réalisés. On s'est rendu compte qu'un projet supplémentaire était nécessaire pour le renforcement des capacités des organisations de défense des droits de l'homme.

Oui Le suivi des procès portant sur les droits de l'homme ou d'autres procès présentant un intérêt particulier a démarré pendant la période considérée. Des spécialistes des droits de l'homme ont suivi les travaux des tribunaux de première instance d'Iriba et d'Abéché et les activités de la justice de paix de Guerreda.

12 Des tournées de suivi ont été organisées. On a mis le doigt sur des lacunes de la procédure, qui ont servi de matière pour les stages de formation et les discussions entre les autorités judiciaires concernées et la Mission.

Oui

7 La MINURCAT a participé à 7 réunions avec des organismes des Nations Unies, y compris des réunions du groupe transversal pour les questions de protection et du sous-groupe de la violence sexuelle ou fondée sur le sexe, au cours desquelles des recommandations et des avis ont été formulés. La Mission et des partenaires du sous-groupe en question ont organisé, d'octobre à décembre 2009, une grande campagne de sensibilisation sur ces deux formes de violence,

En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, et en particulier avec l'UNICEF, surveillance de la situation concernant la protection des enfants dans l'est du Tchad et établissement de rapports y relatifs, mettant notamment en évidence les lacunes et les violations, et suivi de cette situation avec les autorités nationales et locales, ainsi que les parties au conflit, afin d'assurer la protection de l'enfance conformément aux dispositions de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité sur les enfants touchés par les conflits armés

Organisation de 4 stages de formation sur le terrain à l'intention des membres du DIS sur les normes relatives aux droits de l'homme, y compris la violence sexuelle ou sexiste, la torture et les droits de l'enfant

Conseils aux organismes du système des Nations Unies et aux ONG sur la violence sexiste dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés, y compris la collecte de données sur la violence sexiste et d'autres questions relatives à la situation des femmes

4 ateliers de formation organisés à l'intention de représentants d'organismes nationaux de défense des droits de l'homme œuvrant dans l'est du Tchad, sur les normes internationales, l'observation de la situation et les mécanismes de communication de

qui s'inscrivait dans celle lancée par le Secrétaire général, en février 2008, sur le même thème.

Oui Avec le PNUD, l'UNICEF et des membres du corps diplomatique, la Mission a participé à des tournées organisées par le Gouvernement à Moussoro (région de Bahr el Ghazal) et Mongo (région de Guerra). D'autre part, avec la coopération de l'UNICEF et d'autres membres de l'équipe de pays, elle a apporté sa contribution à trois rapports importants : le neuvième rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé, le « rapport horizontal global » et le rapport du Tchad sur le sort des enfants en temps de conflit armé.

65 Plusieurs stages comportant au total 65 séances de formation sur les droits de l'homme ont été organisés pour les membres du DIS dans 9 postes du DIS dans l'est du Tchad, notamment ceux de Farchana et Iriba et dans les camps de réfugiés d'Iridimi, d'Oure Cassoni, de Touloum, de Bredjing, d'Am Nabak, d'Hadjer Hadid et de Gaga. Grâce à des tournées de contrôle régulières, les spécialistes des droits de l'homme ont constaté que le DIS manquait cruellement de capacités si l'on voulait qu'il s'occupe des affaires de violence sexuelle et de violence fondée sur le sexe tout en respectant les normes d'enquête et de communication d'information. À cela s'ajoutait le niveau d'éducation modeste de certains éléments du Détachement, ce qui signifiait qu'il fallait découper les modules de formation en morceaux plus petits afin d'être sûr que leur contenu était bien compris. C'est ainsi qu'il y a eu besoin de plus de stages de formation que prévu.

Oui Par le biais de la participation au sous-groupe, 35 réunions ont eu lieu sur la violence sexuelle ou fondée sur le sexe, au cours desquels des spécialistes des droits de l'homme ont donné des avis sur divers outils de recueil de l'information et ont suivi certains dossiers au niveau des autorités judiciaires concernées.

19 19 stages de formation ont été organisés à l'intention d'organisations de la société civile et du délégué régional pour les normes relatives aux droits de l'homme, le contrôle et les mécanismes d'information. L'accroissement du

l'information dans le domaine des droits de l'homme

Conseils techniques au Ministère tchadien des droits de l'homme en vue de l'adoption et de la mise en œuvre d'un plan d'action national de protection et de promotion des droits de l'homme, une importance particulière étant accordée à l'est du Tchad

Campagne d'information sur la promotion et la défense des droits de l'homme : 30 minutes d'émissions radiophoniques par mois (en arabe et en français); 5 minutes d'émissions télévisées ou d'images vidéo par semaine (en arabe et en français); 50 000 dépliants ou brochures (en arabe et en français); 1 000 affiches (en arabe et en français); spectacles dans toutes les grandes villes de l'est du Tchad; distribution de 30 000 tee-shirts

nombre de stages s'explique par celui de la demande de formation des organisations de la société civile.

Oui L'assistance technique a été fournie au Gouvernement tchadien par l'intermédiaire du Ministère des droits de l'homme et de la promotion des libertés fondamentales, avec pour résultat direct l'organisation, en octobre 2009, du forum régional des droits de l'homme du nord et de l'est du Tchad, et, en mars 2010, d'un forum national des droits de l'homme. Un plan national est en cours d'élaboration. La MINURCAT s'emploie à obtenir les services d'un consultant du pays pour faciliter cette élaboration.

57 Des séances d'information et de sensibilisation sur les problèmes posés par les droits de l'homme ont été tenues en s'adressant directement à la population, y compris en participant à deux émissions de radio axées sur les principes relatifs aux droits de l'homme, la violence sexuelle ou fondée sur le sexe et les droits de l'enfant. En collaboration avec l'UNICEF, la MINURCAT a tiré à 3 000 exemplaires un dépliant contenant le texte complet de la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'elle a distribué aux membres du DIS. De la documentation de promotion des droits de l'homme, ainsi que le texte de certains instruments internationaux de protection des droits de l'homme, ont également été distribués. 15 séances de sensibilisation ont été tenues à l'intention de différents publics, notamment d'étudiants, de réfugiés et de déplacés.

Réalisation escomptée 2.2 : Renforcement de l'état de droit dans l'est du Tchad

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du suivi du nombre d'arrestations/de détentions effectuées par le Détachement intégré de sécurité (2007/08 : 0; 2008/09 : 5; 2009/10 : 10)

Objectif atteint. 60 suspects de l'est du Tchad arrêtés par le Détachement intégré de sécurité et renvoyés devant la justice à Abéché ont été jugés. Un tableau des affaires pénales relatives aux personnes arrêtées ou détenues par le Détachement intégré de sécurité a été dressé.

Augmentation du nombre de sessions de la cour d'appel d'Abéché consacrées aux affaires pénales (2007/08 : 0; 2008/09 : 1; 2009/10 : 2)

Objectif atteint. La cour d'appel a tenu une session criminelle à Abéché, Ati, Am Timan, Mongo et Biltine. 2 sessions ont été organisées : la première, en juillet 2009; la seconde, de juillet à septembre 2010.

Augmentation du nombre total de tribunaux de première instance prêts à siéger (2007/08 : 1; 2008/09 : 2; 2009/10 : 3)	Objectif atteint. Les tribunaux de première instance d'Iriba et d'Abéché ont commencé à siéger en matière civile et pénale, à raison de 3 audiences par semaine.
Augmentation du nombre total de justices de paix dotées de juges prêts à tenir séance (2007/08 : 1; 2008/09 : 3; 2009/10 : 10)	Objectif atteint. Une justice de paix dotée d'un juge est prête à siéger. Les juges sont nommés par décret présidentiel et la Mission encadre les juges du Ministère de la justice. 155 sous-préfets et greffiers ont été formés à l'exercice des fonctions de juge de paix comme magistrats non professionnels.
Augmentation du nombre total de bureaux d'aide juridictionnelle ouverts (2007/08 : 2; 2008/09 : 4; 2009/10 : 8)	La Maison des avocats et un bureau d'aide juridictionnelle ont été ouverts à Abéché en février 2010. Par ailleurs, le bureau d'aide juridictionnelle d'Abéché est opérationnel depuis le 17 février 2010. L'ouverture de 9 autres bureaux d'aide juridictionnelle dans l'est du Tchad est en cours.
Augmentation du nombre total de prisons remises en état et sécurisées (2007/08 : 0; 2008/09 : 3; 2009/10 : 4)	Les propositions de projet de remise en état des prisons ont été établies. Le retard s'explique principalement par la nécessité de préciser la portée du projet.
Augmentation du nombre total d'agents pénitentiaires formés et en poste (2007/08 : 0; 2008/09 : 40; 2009/10 : 300)	Les projets de loi relatifs à la création d'une administration pénitentiaire et à la constitution d'un corps de surveillants pénitentiaires n'ont pas encore été adoptés, ce qui est une condition nécessaire.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	
	oui/non ou nombre	Observations
Conseils au Gouvernement tchadien en vue de mettre en œuvre dans l'est du pays le plan stratégique national de renforcement et de réforme du système judiciaire et d'en surveiller l'application	Oui	Des conseils ont été fournis au Gouvernement tchadien dans le cadre de 3 réunions organisées avec le Ministère de la justice et 10 réunions avec le Secrétaire général et le Conseiller du Ministre.
Mise en œuvre d'un système de suivi des cas permettant de recenser les arrestations ou détentions effectuées par le Détachement intégré de sécurité et d'en assurer le suivi	Oui	Des rapports de suivi relatifs aux personnes arrêtées ou détenues par le Détachement intégré de sécurité ont été transmis au parquet général aux fins de poursuites. Sur les 135 affaires instruites par le Détachement intégré de sécurité, seuls 33 ont été déférées au parquet. Les autres affaires ont donné lieu à médiation ou à négociation.
Conseils au Ministère de la justice sur la coordination de l'aide internationale et de l'appui des donateurs au secteur de la justice, dans le cadre de réunions trimestrielles du Mécanisme national de coordination sur l'état de droit	Oui	Des réunions trimestrielles ont été tenues. Un appui a été apporté au Programme d'appui à la justice au Tchad (PRAJUST). Une visite d'inspection a été effectuée avec les autorités judiciaires dans les juridictions de l'est d'Abéché, de Biltine Fada et d'Iriba.

Visites hebdomadaires sur le terrain visant à évaluer le système judiciaire et le respect de la légalité dans l'est du Tchad et à conseiller les autorités tchadiennes sur les mesures à prendre afin de garantir l'état de droit, assorties de recommandations à ce sujet

Oui

108 9 réunions par mois ont été tenues avec le Procureur, le Président du tribunal de première instance, le sous-préfet et les juges de paix pour évoquer des questions de procédure judiciaire.

4 4 réunions ont été tenues avec le préfet de l'Assounga pour évoquer des questions relatives à l'état de droit et notamment la lutte contre l'impunité.

52 52 visites hebdomadaires ont été effectuées à la prison d'Adré pour contrôler la régularité des détentions au regard de la loi tchadienne.

52 52 séances de travail hebdomadaires ont été organisées avec les autorités judiciaires sur l'état de plusieurs projets d'aide juridictionnelle. Des missions d'inspection ont été effectuées à Biltine et Guéréda.

Un encadrement a été apporté aux juges de paix d'Adré, Hadjer Hadid, Farchana, Kerfi, Koukou Angarana et Ade et des conseils ont été donnés sur le rôle des juges de paix non professionnels dans la procédure judiciaire.

Conseils et appui administratif au mécanisme de coordination interorganisations sur l'état de droit, portant sur tous les programmes menés dans ce domaine dans l'est du Tchad, dans le cadre de réunions mensuelles de coordination des activités

8 8 réunions ont été tenues avec le PNUD à Goz Beïda et avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales au sein du groupe sur la protection au sujet de la coordination des activités et du renforcement de l'état de droit.

52 Une réunion de coordination hebdomadaire a été tenue avec le PNUD et la Maison des avocats à Abéché pour renforcer la coordination des activités concernant l'état de droit et l'appui aux institutions judiciaires.

Réunion hebdomadaire avec des représentants du Ministère de la justice, des magistrats, des chefs traditionnels, des membres du barreau et des organisations de la société civile, y compris des ONG de femmes, à N'Djamena et dans l'est du Tchad, afin de donner des conseils visant à renforcer l'administration de la justice dans l'est du Tchad

Oui Des conseils ont été donnés dans le domaine du renforcement du système judiciaire dans le cadre d'une session organisée avec des chefs traditionnels dans la région de Dar Sila; 3 réunions avec les juges de paix non professionnels ont été tenues dans toutes les sous-préfectures de l'est du Tchad, à Farchana, avec le chef de canton, l'Association pour les libertés fondamentales au Tchad (APLFT) et d'autres partenaires du secteur de la justice; des réunions hebdomadaires ont été tenues au sein du groupe sur la protection avec les organismes des Nations Unies et les organisations de la

Conseils aux autorités judiciaires sur l'administration des tribunaux et le développement des audiences foraines dans l'est du Tchad	société civile; 5 réunions ont été organisées avec les chefs des camps de réfugiés pour évoquer les procédures d'accès aux tribunaux.
	<p>Oui Des consultations ont été tenues avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Procureur général et les juges de paix sur l'administration judiciaire et l'organisation d'audiences foraines dans l'est du Tchad (à Koukou Angarana et Goz Beïda).</p> <p>Un encadrement a été apporté aux greffiers sur le rôle des justices de paix et des tribunaux de première instance. Un appui technique et logistique a également été fourni à la cour d'appel d'Abéché en préparation de la session criminelle. La session criminelle s'est tenue du 21 juin au 8 août 2009 dans les tribunaux d'Abéché, d'Ati, d'Am Timan, de Mongo et de Biltine.</p>
Conseils au barreau et aux ONG sur l'établissement et le fonctionnement de 2 bureaux d'aide juridictionnelle	<p>Oui Un suivi des affaires a été réalisé pour conseiller les femmes et les personnes vulnérables. La Mission et le PNUD ont défini le mandat des bureaux d'aide juridictionnelle. Une réunion consultative sur les aspects techniques a été organisée à N'Djamena le 13 mai 2010 en présence des autorités judiciaires, d'avocats et de représentants de la société civile.</p>
Formation spécialisée sur le lieu de travail destinée à 40 magistrats, procureurs et membres de la police judiciaire de l'est du Tchad sur l'état de droit, la justice pour mineurs, la déontologie et la discipline, et la violence sexiste	<p>30 30 chefs traditionnels ont été formés aux techniques judiciaires, en collaboration avec l'APLFT, des associations de défense des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Sur les 40 chefs invités, 30 seulement ont participé.</p>
Appui technique et logistique à la formation spécialisée destinée à 155 magistrats, procureurs et membres de la police judiciaire de l'est du Tchad sur l'état de droit, la justice pour mineurs, la déontologie et la discipline, et la violence sexiste	<p>158 Des stages de formation à l'intention de 158 sous-préfets, sous-préfets adjoints et secrétaires greffiers ont été organisés de décembre 2009 à mai 2010. Les modules de formation ont porté sur le Code pénal, le Code de procédure pénale, l'organisation judiciaire, la déontologie et la discipline, la hiérarchie des lois et des institutions judiciaires, le rôle des justices de paix, les compétences des justices de paix, la justice des mineurs, et la justice et les femmes.</p>

1 atelier organisé à l'intention des chefs traditionnels et des ONG sur le renforcement du système judiciaire officiel dans l'est du Tchad

1 atelier organisé à l'intention des chefs traditionnels et des fonctionnaires du Ministère de la justice en vue de faciliter l'accès à la justice des groupes vulnérables, y compris les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les réfugiés

Mise en œuvre de 6 projets à effet rapide visant à améliorer l'administration de la justice

Conseils aux autorités tchadiennes sur la mise en œuvre du plan de développement pour les prisons et le processus de réforme, dans le cadre de réunions mensuelles

Conseils aux autorités pénitentiaires nationales sur l'établissement et le fonctionnement d'un comité de développement des prisons administré à l'échelle nationale

Parrainage de 20 membres du personnel pénitentiaire tchadien, assorti de conseils sur les politiques et procédures de base

Organisation, avec le concours de tous les partenaires du secteur de l'administration pénitentiaire, d'un stage de formation des formateurs à l'intention de 20 agents pénitentiaires

Programmes de formation aux fonctions pénitentiaires de base, à l'intention de 300 agents pénitentiaires

1 1 atelier a été organisé le 3 juin 2010 à l'intention des autorités traditionnelles et des organisations non gouvernementales locales pour valider les dispositifs d'aide juridictionnelle et d'accès à la justice.

1 1 atelier a été organisé, en collaboration notamment avec les autorités locales, la police, les chefs traditionnels, les organisations non gouvernementales et les représentants des réfugiés, sur le droit d'accès à la justice pour tous; 40 personnes y ont participé.

1 1 atelier de validation sur les dispositifs d'aide juridictionnelle et d'accès à la justice, auquel ont participé 36 personnes, a en outre été organisé à Abéché le 3 juin 2010 à l'intention des autorités traditionnelles et des organisations non gouvernementales locales.

6 6 projets à effet rapide ont été mis en œuvre pour améliorer l'administration de la justice, notamment par la remise en état d'infrastructures, par l'équipement des tribunaux de Goz Beïda, d'Iriba et de Farchana, et par la fourniture de documentation à la police judiciaire et aux magistrats de paix non professionnels. Un centre de documentation juridique a été créé à la cour d'appel d'Abéché. Un appui et un encadrement ont été apportés dans le cadre de tous ces projets.

Oui Des réunions hebdomadaires et mensuelles ont été tenues avec le Directeur des prisons et avec d'autres partenaires de développement comme le CICR et PRAJUST.

Oui Les travaux du comité ont été suspendus en attendant que le Tchad se dote d'une loi pénitentiaire.

Oui Tous les jours, la Mission a travaillé aux côtés des agents de l'administration pénitentiaire et les a encadrés.

Oui Un stage de formation des formateurs a été organisé à l'intention de 40 agents pénitentiaires sur l'administration pénitentiaire.

Non Une proposition de projet a été établie mais est suspendue à l'adoption d'une loi pénitentiaire.

Organisation d'un séminaire avec des donateurs pour examiner des plans d'amélioration des prisons et la question de la mobilisation de ressources	2	Des séminaires ont été organisés pour examiner des plans d'amélioration des prisons et la question de la mobilisation de ressources.
Programmes de formation d'équipes d'intervention rapide en milieu carcéral dans 2 établissements pénitentiaires	Non	Les autorités locales craignaient que la sécurité des prisons soit remise en cause par l'envoi en formation des quelques agents en uniforme.
Visites d'inspection mensuelles effectuées avec les autorités pénitentiaires nationales pour évaluer les conditions générales d'incarcération	Oui	En cours. Grâce aux efforts de la Mission, les autorités nationales ont effectué des visites au moins 1 fois par mois pour faire le point de la situation dans les prisons. Des escortes mensuelles des autorités locales ont été effectuées.
Organisation à l'intention des autorités pénitentiaires nationales de 2 voyages d'études régionaux financés par les donateurs	Non	1 voyage d'étude régional a été organisé. Un deuxième est en attente de financement. 1 programme de formation a été élaboré, mais le voyage d'étude n'a pas eu lieu.
Programmes de formation à l'intention du personnel des prisons et des détenus sur l'assainissement, la condition des femmes, le VIH/sida, les rôles et responsabilités, dans 3 établissements pénitentiaires	Oui	Les détenus ont été formés à l'entretien de leur espace de vie. Des concours ont été organisés, les détenus dont la cellule était la plus propre étant récompensés. La salubrité des prisons s'en est trouvée améliorée.
Mise en œuvre de programmes de réinsertion des détenus dans 3 établissements pénitentiaires	Oui	Des programmes de réinsertion ont été mis en œuvre à la prison d'Abéché. Ces programmes ont permis : la reconstruction du mur de séparation entre les quartiers pour hommes et les quartiers pour femmes; la reconstruction de 2 cellules pour femmes détenues; la construction de 1 bureau pour les travailleurs sociaux; la construction de 1 abri où les femmes détenues peuvent se détendre dans la journée; la mise en place d'ateliers d'artisanat (vannerie et crochet).
Mise en œuvre de 4 projets à effet rapide visant à améliorer les conditions d'incarcération	Oui	4 Les 4 projets à effet rapide visant à améliorer les conditions de sécurité et de vie à la prison d'Abéché ont été réalisés. En revanche, la remise en état de la prison d'Iriba n'est pas terminée.
Campagne d'information sur le renforcement de l'état de droit, comprenant : 30 minutes d'émissions radiophoniques par mois (en arabe et en français); 1 spectacle par mois dans toutes les grandes villes de l'est du Tchad; distribution de 10 000 tee-shirts; 5 000 affiches (en arabe et en français)	Oui	40 agents pénitentiaires ont été formés, ce dont ont beaucoup parlé les médias nationaux et le bureau de l'information de la Mission à la radio et dans la presse écrite et électronique.

Composante 3 : appui

21. Au cours de l'exercice, la Mission a apporté un appui logistique et administratif à 21 officiers de liaison, 2 890 membres des contingents militaires et 242 membres de la Police des Nations Unies, ainsi qu'à 421 agents recrutés sur le plan international, 481 agents recrutés sur le plan national, 143 Volontaires des Nations Unies et 23 agents fournis par des gouvernements. Cet appui a porté sur tous les domaines, notamment la mise en œuvre de programmes de déontologie et de discipline et de programmes de sensibilisation au VIH/sida, l'administration du personnel, les soins médicaux, l'entretien et la construction de bureaux et de locaux à usage de logement, l'informatique et les communications, les opérations aériennes, les transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et de réapprovisionnement, ainsi que la fourniture de services de sécurité dans toute la zone de la Mission.

Réalisation escomptée 3.1 : Fourniture à la Mission d'un appui logistique, administratif et de sécurité efficace et rationnel

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Achèvement de tous les grands travaux de construction de camps militaires	Des camps de taille réduite ont été construits par des entrepreneurs à Bahai, Iriba, Fachana, Goz Beïda et Koukou. Cependant, les travaux de construction n'ont pas été achevés car il a été décidé de mettre fin au mandat de la Mission.
Taux d'occupation des postes d'agent recruté sur le plan national : 60 %; 2007/08 : 24 %; 2008/09 : 40 %; 2009/10 : 60%	Objectif atteint. Le taux d'occupation des postes d'agent recruté sur le plan national était de 85 %. Le taux d'occupation des postes plus élevé que prévu s'explique par l'accélération des recrutements grâce à la stratégie de recrutement des équipes d'intervention.
Entière conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle	Le taux de conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle a été de 75 %. Le Conseil de sécurité ayant décidé de prolonger le mandat de la Mission jusqu'au 31 décembre 2010, certains projets qui nécessitaient des investissements importants n'ont pas été mis en œuvre, notamment la mise place de barrières anti-intrusion, de systèmes de surveillance et de contrôle électronique de l'accès et d'appareils de radiographie.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Utilisation de systèmes de localisation par satellite pour améliorer l'efficacité et la sécurité du contrôle aérien et du suivi des vols des Nations Unies	Oui	À Abéché, l'ensemble de la zone de la Mission est couvert par un système complet de localisation et de suivi des aéronefs. Le système de localisation par satellite fonctionne à partir du Centre des opérations aériennes de Brindisi (Italie) et permet de suivre efficacement tous les vols effectués par les aéronefs de la MINURCAT.

Mise en œuvre d'un système de collecte des eaux pour réduire la dépendance à l'égard du marché commercial local (services municipaux de distribution de l'eau) et augmentation de la ration quotidienne individuelle d'eau, qui passera de 45 à 60 litres d'eau par personne et par jour

Respect des normes minimales de sécurité opérationnelle dans tous les bâtiments de la MINURCAT, avec notamment l'installation de systèmes de télévision en circuit fermé et l'application de film antiéclats sur les fenêtres extérieures et intérieures

Renforcement de l'équipe chargée des recrutements au sein de la Mission

Militaires, personnel de police et personnel civil

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 25 officiers de liaison, 300 policiers des Nations Unies et 5 200 militaires

Administration d'un effectif moyen de 1 567 membres du personnel civil, dont 596 agents recrutés sur le plan international et 770 sur le plan national, et 201 Volontaires des Nations Unies

Application d'un programme de déontologie et de discipline à l'ensemble des personnels militaires, de police et civils, ce qui comprend la formation, la prévention, la surveillance et la formulation de recommandations sur les mesures correctives à prendre lorsqu'une faute a été commise

Installations et infrastructures

Entretien et réparation de 19 locaux à usage de bureaux, 8 locaux à usage d'habitation pour le personnel civil et le personnel de police des Nations Unies et 6 postes de police répartis sur 30 sites

Non Objectif non atteint. Les travaux prévus ont été reportés, le Gouvernement tchadien ayant demandé le départ de la Mission dans une note verbale reçue le 15 janvier 2010.

Non Ces mesures n'ont pas été prises en raison de la note verbale du Gouvernement tchadien reçue le 15 janvier 2010.

Oui La présence de l'équipe de dépannage d'urgence à la MINURCAT a amélioré l'efficacité du processus de recrutement.

Non En moyenne, 2 890 militaires, 21 officiers de liaison et 242 policiers des Nations Unies ont été déployés. Le personnel relevant de la Mission est moins important que prévu car les membres des contingents n'ont jamais atteint le nombre autorisé par le Conseil de sécurité.

Non Des services d'administration ont été fournis à un effectif moyen de 1 045 membres du personnel civil, dont 421 agents recrutés sur le plan international et 481 sur le plan national, et 143 Volontaires des Nations Unies. Les effectifs sont restés nettement inférieurs au nombre approuvé dans le budget.

Oui Un programme de déontologie et de discipline a été proposé à l'ensemble du personnel de la Mission.

Oui La Mission a entretenu et réparé 14 locaux à usage de bureaux, 22 locaux à usage d'habitation, 9 camps et 6 postes de police répartis sur 51 sites. Les baux à court terme des locaux à usage de bureaux et d'habitation ayant été reconduits en raison du retard pris par la construction des camps principaux, les locaux à entretenir sont plus nombreux.

Supervision de tous les grands projets de construction relatifs aux locaux ci-dessus

Supervision des services d'assainissement, y compris le nettoyage, l'entretien des locaux, le blanchissage, le blanchissage de linge médical, le blanchissage de linge de cuisine, la désinsectisation et la lutte antivectorielle, l'élimination des déchets médicaux, la prévention des incendies, l'entretien et la réparation des ateliers et de l'équipement, l'entretien et la réparation des bâtiments et installations, la gestion des entrepôts et de l'approvisionnement dans 19 sites, le ramassage et l'élimination des ordures et l'élimination des déchets dangereux dans 30 sites

Entretien de 5 stations de base d'épuration des eaux usées et de 2 ateliers d'embouteillage

Exploitation et entretien de 480 groupes électrogènes appartenant à l'ONU répartis sur 30 sites

Supervision de la remise en état des terrains d'aviation existants, y compris l'amélioration des pistes et la construction d'aires d'atterrissage d'hélicoptères sur 5 sites

Transports terrestres

Exploitation et entretien de 1 164 véhicules, remorques et autres engins de transport appartenant à l'ONU, dont 8 véhicules blindés, et de 1 494 véhicules appartenant aux contingents dans 10 ateliers répartis sur 10 sites

Oui Les travaux de réparation menés dans les locaux à usage de bureaux, les camps et les postes de police ont notamment pu être achevés grâce à l'efficacité de l'encadrement assuré par les ingénieurs recrutés à titre temporaire pour superviser ces chantiers.

Oui La Mission a supervisé les services d'assainissement, y compris le nettoyage, l'entretien des locaux, le blanchissage, le blanchissage de linge médical, le blanchissage de linge de cuisine, la désinsectisation et la lutte antivectorielle, l'élimination des déchets médicaux, la prévention des incendies, l'entretien et la réparation des ateliers et de l'équipement, l'entretien et la réparation des bâtiments et installations, la gestion des entrepôts et de l'approvisionnement et le ramassage et l'élimination des ordures, ainsi que l'élimination des déchets dangereux dans 51 sites.

Non Les ateliers d'embouteillage ont été reçus en juillet 2010. Des demandes ont été soumises mais, compte tenu de la lenteur des procédures d'achat et des délais de livraison, ces installations n'ont pas été reçues en temps opportun.

Non Seulement 163 groupes électrogènes ont été exploités et entretenus. La majorité des groupes électrogènes ont servi de matériel auxiliaire, ce qui a permis d'en fournir systématiquement à tous les sites opérationnels dans l'éventualité de la cessation des activités de la Mission.

Oui Les travaux de remise en état de 7 terrains d'aviation ont été achevés dans 5 sites (Iriba, Goz Beïda, Farchana, Bahai et Guerreda).

Oui La Mission a exploité et entretenu 1 279 véhicules appartenant à l'ONU dans 9 sites répartis dans sa zone. La remise en état de véhicules blindés n'a eu lieu qu'à N'Djamena et Abéché car il n'en a pas été déployé ailleurs. Le parc de véhicules de la Mission et du Détachement intégré de sécurité a également été entretenu et remis en état dans 9 ateliers.

		Les soldats ont entretenu les véhicules et le matériel appartenant aux contingents et les inspecteurs chargés du matériel appartenant aux contingents ont veillé à ce que les véhicules soient maintenus en bon état de fonctionnement.
Fourniture de 8 253 563 litres de carburant, d'huile et de lubrifiants pour les transports terrestres	3 713 734	Du carburant, de l'huile et des lubrifiants ont été fournis pour les transports terrestres. La quantité fournie a été moins importante que prévu car le déploiement de contingents a pris du retard ou n'a pas eu lieu et l'arrivée des véhicules lourds a été retardée.
Exploitation d'un service de navette 7 jours sur 7 pour 150 membres du personnel de l'ONU (en moyenne) par jour entre leur logement et la zone de la Mission	Oui	Des services de transport disponibles 7 jours sur 7 et un service de navettes disponible pendant les cinq jours ouvrables (du lundi au vendredi) ont été utilisés chaque semaine par plus de 900 membres du personnel en moyenne. En outre, le samedi et le dimanche, une navette spéciale pouvait être utilisée pour la relève des contingents ou lors de la visite de personnalités importantes ou de délégations.
Exploitation d'un service de gestion du parc automobile chargé de répondre quotidiennement aux demandes de mise à disposition de véhicules légers, camions et engins lourds et aux demandes de transport de passagers émanant du Chef du Service logistique et d'autres services, ainsi qu'aux demandes de transport de visiteurs de la Mission	Oui	La Mission a exploité un service chargé de répondre aux demandes de mise à disposition de véhicules légers avec chauffeur lors de la visite de personnalités importantes ainsi que de camions et de matériel de manutention destinés aux contingents et aux unités d'appui. Des convois transportant du matériel essentiel et des rations ont été acheminés d'Abéché vers différentes régions une à deux fois par semaine.
Installation de systèmes CarLog sur les véhicules de la Mission pour suivre et contrôler leur utilisation et leur consommation de carburant ainsi que le respect des instructions permanentes pour les transports	Oui	Des systèmes CarLog ont été installés dans 593 véhicules. Les données ont été analysées régulièrement afin de détecter les excès de vitesse, suivre la consommation de carburant et repérer les infractions aux règlements de l'ONU.
Transports aériens		
Exploitation et entretien de 8 avions et de 29 hélicoptères, dont 18 de type militaire, sur 8 sites	Oui	Compte tenu des dernières décisions concernant le mandat de la Mission, le nombre d'aéronefs a été réduit, passant de 37 à 29, soit 18 hélicoptères (dont 7 de type militaire) et 11 avions. L'utilisation d'avions a permis de raccourcir encore les trajets. Sans avoir d'incidences sur le plan opérationnel, la réduction du nombre d'hélicoptères a permis de réduire les dépenses de fonctionnement.
Fourniture de 19 230 146 litres de carburant, d'huile et de lubrifiants pour les opérations aériennes	Non	Au total, 14 974 293 litres de carburant, d'huile et de lubrifiants ont été fournis pour les opérations aériennes.

La consommation a été plus faible que prévu en raison du retard enregistré dans le déploiement du matériel volant de la Mission et parce que seulement 18 des 29 hélicoptères prévus au budget ont été livrés.

Communications

Services d'appui et de maintenance concernant le réseau satellitaire, composé de 2 stations terrestres principales, utilisé pour la transmission de communications vocales, de télécopies, d'images vidéo et de données

Non La Base de soutien logistique des Nations Unies (BSLB) a servi de station pivot au réseau satellitaire pendant la durée de la Mission. Les communications vocales et les transmissions de données, de télécopies et d'images vidéo sont passées par le centre de transmissions de la BSLB et par des liens internes. La construction des centres de transmission n'a pas été achevée en raison du retard pris dans la construction des camps et des incertitudes quant à l'avenir de la Mission.

Services d'appui et de maintenance pour 26 microterminaux VSAT, 37 centraux téléphoniques et 39 liaisons hertziennes

Oui La Mission a fourni des services d'appui et de maintenance pour 30 microterminaux VSAT, dont 20 étaient utilisés aux fins de la connectivité et 10 pour l'accès à Internet, 26 centraux téléphoniques et 48 liaisons hertziennes. Elle a dû utiliser un nombre élevé de microterminaux VSAT car le centre de communications par satellite, qui lui aurait permis de se passer de 4 microterminaux VSAT, n'a pas été installé. La construction et le regroupement de bureaux au quartier général de la Mission à N'Djamena et à Abéché ont permis d'utiliser moins de centraux téléphoniques. Le nombre de liaisons hertziennes est plus élevé que prévu parce que les communications vocales et les transmissions de données des bureaux du Détachement intégré de sécurité passent par le réseau de la Mission.

Accompagnement technique et maintenance de 702 répéteurs HF et 3 928 répéteurs et émetteurs VHF

Oui La Mission a assuré l'accompagnement technique et la maintenance de 649 répéteurs HF et de 4 492 émetteurs/récepteurs VHF (chaque unité sert à la fois d'émetteur et de récepteur).

Le nombre de radios HF est moins élevé que prévu en raison des incertitudes quant au mandat de la Mission. Les radios VHF sont plus nombreuses que prévu car il a été décidé de munir l'ensemble du personnel recruté sur le plan national de postes de radio portatifs.

Services d'appui et d'entretien pour 2 stations de radiodiffusion dans 2 installations de production radiophonique

Non Objectif non atteint en raison des incertitudes quant au mandat de la Mission.

Informatique

Services d'appui et de maintenance pour 106 serveurs, 1 563 ordinateurs de bureau, 477 ordinateurs portables, 489 imprimantes et 113 télénumériseurs dans 42 sites

Oui Des services d'appui ont été fournis à l'ensemble de la Mission pour 88 serveurs, 1 626 ordinateurs de bureau, 540 ordinateurs portables, 376 imprimantes usagées et 150 imprimantes neuves, ainsi que 155 télénumériseurs. La Mission a utilisé moins de serveurs que prévu grâce à la dématérialisation des serveurs. Elle a commandé un nombre d'imprimantes plus élevé que prévu parce que le personnel est installé dans différents bureaux. Il n'a pas été possible d'installer un réseau d'imprimantes en raison de la structure des camps et de leur éparpillement.

Étant donné les problèmes logistiques qui se posent lors de l'expédition de matériel dans des secteurs lointains, la Mission a envoyé dans ces secteurs des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables et des télénumériseurs supplémentaires afin qu'ils puissent être remplacés rapidement, ce qui explique qu'ils soient plus nombreux que prévu.

Exploitation et entretien de 35 réseaux locaux (LAN) et longue distance (WAN) pour 2 165 usagers (596 agents recrutés sur le plan international, 770 agents recrutés sur le plan national, 201 Volontaires des Nations Unies, 25 observateurs militaires, 300 membres de la police civile des Nations Unies, 140 officiers d'état-major, 32 sous-traitants, 25 agents détachés par des gouvernements et 76 usagers des pays fournissant des contingents) répartis sur 42 sites

Oui L'appui prévu a été fourni dans tous les bureaux de la Mission.

Services d'appui et de maintenance pour le réseau sans fil

Oui Des services d'appui et de maintenance ont été fournis dans tous les secteurs de la zone de la Mission.

Santé

Entretien et exploitation de : 2 installations appartenant à des contingents (1 antenne médicale de niveau II appartenant à un pays fournisseur de contingents à Abéché et une antenne médicale de niveau I+ à Birao); 4 antennes médicales appartenant aux Nations Unies (cliniques de niveau I à Iriba, Abéché, Farchana et Goz Beïda); et fourniture de services médicaux de l'avant à Bahai et Guéréda pour tout le personnel de la Mission

Oui La Mission a exploité et entretenu 4 cliniques de niveau I appartenant aux Nations Unies (N'Djamena, Iriba, Farchana, Goz Beïda) et, à Abéché, 1 clinique de niveau I+ appartenant aux Nations Unies dotée de capacités chirurgicales.

La Mission a exploité et entretenu 6 cliniques de niveau I appartenant à des pays fournisseurs de contingents et 1 clinique de niveau I+ appartenant aux fournisseurs de contingents dotée de capacités chirurgicales, ainsi que 3 postes de premiers secours appartenant aux Nations Unies dans 9 sites afin de fournir des services médicaux à l'ensemble du personnel de

Exécution sur toute la zone de la Mission des accords d'évacuation sanitaire terrestre et aérienne pour l'ensemble du personnel de la MINURCAT vers des installations sanitaires régionales confirmées de niveaux III et IV (Afrique du Sud, Cameroun, Égypte, Nairobi)

Utilisation et entretien de centres offrant à l'ensemble du personnel de la Mission des services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH et des conseils en la matière

Programme de sensibilisation au VIH, y compris par l'échange d'informations entre collègues, pour l'ensemble du personnel

Fourniture de tests de dépistage et de services de conseil sur demande au sein de la Mission

Programme de sensibilisation et de prévention pour la population des pays d'accueil

Sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans l'ensemble de la zone de la Mission

la Mission, aux fonctionnaires d'autres organismes des Nations Unies et à la population locale en cas d'urgence.

La clinique de niveau I d'Abéché a été transformée en clinique de niveau I+ car la clinique de niveau II appartenant à un pays fournisseur de contingents a été retirée mais n'a pas été remplacée. La MINURCAT dispose donc de 4 cliniques de niveau I et non pas de 5 cliniques appartenant aux Nations Unies comme initialement prévu. Les 3 postes de premiers secours des Nations Unies ont été mis en place à la suite du déploiement de fonctionnaires de la Mission à Koukou, Bahai et Guéréda.

Oui Sur toute la zone de la Mission, les accords d'évacuation sanitaire terrestre et aérienne ont été mis en œuvre pour 29 membres du personnel de la Mission vers des installations sanitaires régionales confirmées de niveaux III et IV en Afrique du Sud, au Cameroun, en Égypte et au Kenya.

Oui La Mission a exploité et entretenu des centres offrant des services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH au Groupe du VIH/sida et dans 5 antennes médicales des Nations Unies.

Oui Un programme de sensibilisation au VIH a été incorporé à la formation initiale suivie par, en moyenne, 884 membres du personnel de la Mission, dont 127 pairs éducateurs. En outre, 748 personnes de la population des pays d'accueil ont participé au programme de sensibilisation au VIH.

Oui La Mission a mis en place des services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH. En moyenne, 243 membres du personnel de la Mission et 93 personnes de la population des pays d'accueil ont utilisé ces services.

Oui Dans le cadre de campagnes de sensibilisation et de projets à effet rapide, 128 personnes de la population des pays d'accueil, dont des femmes, ont participé au programme de sensibilisation et de prévention.

Oui Des services de sécurité ont été assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans 37 sites.

Service de protection rapprochée 24 heures sur 24 pour les hauts fonctionnaires de la Mission et les personnalités en visite	Oui	Un service de protection rapprochée a été fourni 24 heures sur 24 pour les hauts fonctionnaires de la Mission et les personnalités des Nations Unies en visite.
Évaluation de la sécurité des sites situés dans la zone de la Mission, et notamment contrôle de la sécurité de 200 domiciles	Oui	La Mission a évalué la sécurité de 223 domiciles.
Organisation de 12 séances d'information sur la sécurité et sur les plans d'urgence pour l'ensemble du personnel de la Mission	Non	La Mission a organisé 7 séances d'information sur la sécurité et sur les plans d'urgence. Elle n'a pas pu mener les séances d'information prévues dans certains secteurs en raison des incertitudes quant à son mandat.
Organisation de 48 séances de formation à la sécurité et de 12 séances/exercices de prévention des incendies pour toutes les nouvelles recrues de la Mission	Oui	La Mission a organisé 41 séances de formation à la sécurité et 19 exercices de prévention des incendies pour son personnel et celui d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et d'entreprises sous-traitantes.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	1 732,6	1 854,8	(122,2)	(7,1)
Contingents	173 049,2	140 912,6	32 136,6	18,6
Police des Nations Unies	19 395,7	17 452,6	1 943,2	10,0
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	194 177,5	160 220,0	33 957,5	17,5
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	76 777,2	84 396,4	(7 619,2)	(9,9)
Personnel recruté sur le plan national	5 760,5	6 877,5	(1 117,0)	(19,4)
Volontaires des Nations Unies	5 441,2	6 867,9	(1 426,7)	(26,2)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	131,8	126,1	5,7	4,3
Total partiel	88 110,7	98 267,8	(10 157,1)	(11,5)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	1 427,6	1 636,0	(208,4)	(14,6)
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	185,6	163,8	21,8	11,7
Voyages	1 250,0	2 880,5	(1 630,5)	(130,4)
Installations et infrastructures	201 673,4	127 396,0	74 277,4	36,8
Transports terrestres	23 330,2	14 165,4	9 164,8	39,3
Transports aériens	131 025,2	104 972,7	26 052,5	19,9
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	11 238,5	9 410,0	1 828,5	16,3
Informatique	6 287,8	5 092,9	1 194,9	19,0
Santé	3 992,8	2 849,1	1 143,7	28,6
Matériel spécial	1 605,6	1 092,0	513,6	32,0
Fournitures, services et matériel divers	25 448,2	12 211,7	13 236,5	52,0
Projets à impact rapide	1 000,0	447,4	552,6	55,3
Total partiel	408 464,9	282 317,5	126 147,4	30,9
Total brut	690 753,1	540 805,3	149 947,8	21,7
Recettes provenant des contributions du personnel	7 298,6	8 825,7	(1 527,1)	(20,9)
Total net	683 454,5	531 979,5	151 475,0	22,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	690 753,1	540 805,3	149 947,8	21,7

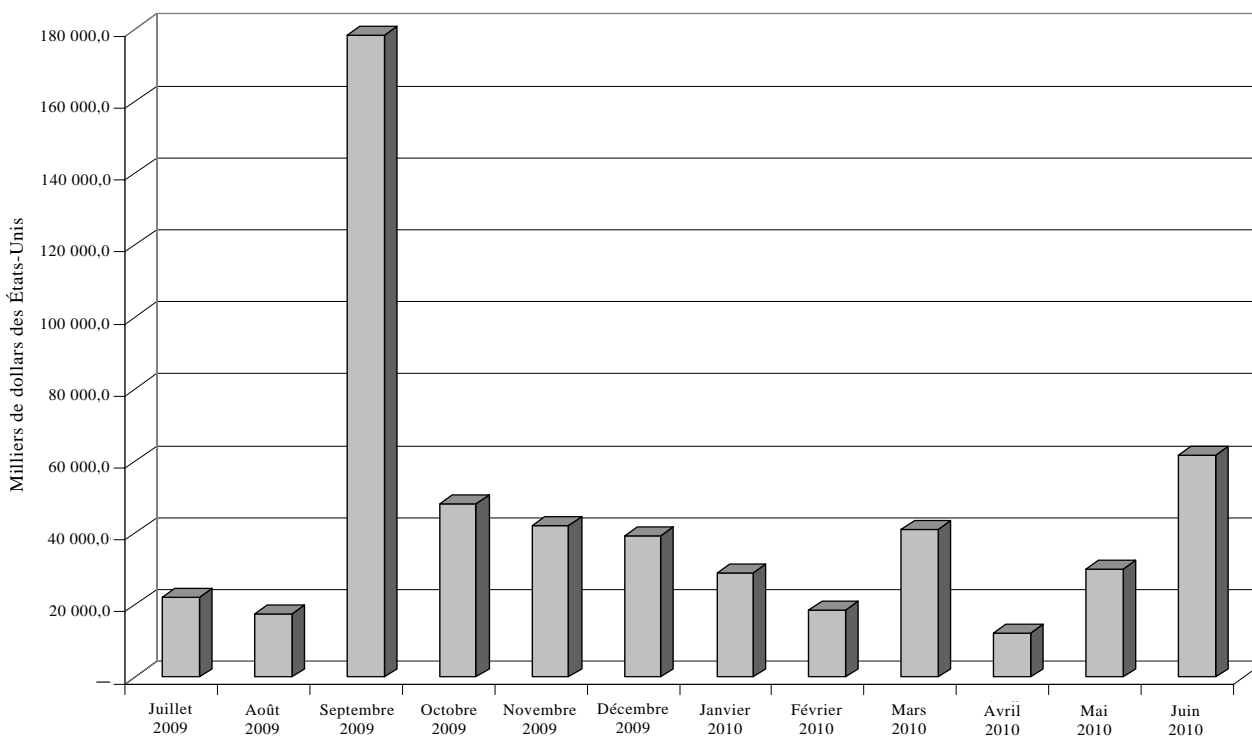
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant estimatif		
	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	194 177,0	478	194 655,0
II. Personnel civil	88 111,0	23 662,0	111 773,0
III. Dépenses opérationnelles	408 465,0	(24 140,0)	384 325,0
Total	690 753,0	–	690 753,0
Pourcentage des réaffectations			3,4

22. Pendant l'exercice considéré, 24 140 000 dollars de crédits alloués aux dépenses opérationnelles ont été réaffectés, principalement pour compenser le déficit enregistré au chapitre du personnel civil (aux rubriques du personnel recruté sur le plan international, du personnel recruté sur la plan national et des volontaires des Nations Unies), dû essentiellement aux taux de vacance plus faibles que prévu. Ces taux de vacance s'expliquent par le travail des équipes d'intervention, qui avaient pour objectif de réduire les temps nécessaires pour pourvoir les postes vacants. La valeur totale des ressources réaffectées pendant l'exercice représente 3,4 % du montant total des crédits ouverts.

C. Évolution des dépenses mensuelles



23. L'augmentation des dépenses en septembre 2009, mars 2010 et juin 2010 correspond aux sommes dues aux pays fournisseurs de contingents au titre des dépenses relatives aux contingents, au matériel leur appartenant et au soutien logistique autonome. Suite à la réception de la note verbale du Gouvernement tchadien le 15 janvier 2010, le déploiement de militaires, l'utilisation du matériel appartenant aux contingents et les travaux de construction ont été en bonne partie interrompus, puis reportés au dernier trimestre de l'exercice, essentiellement aux mois de mai et de juin 2010, après la décision du Conseil de sécurité de réviser le mandat de la Mission et de le proroger jusqu'à fin décembre 2010.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	4 199,8
Recettes diverses ou accessoires	3 400,7
Ajustements sur exercices antérieurs	(0,4)
Contributions volontaires en espèces	–
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	5 866,0
Total	13 466,1

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	–
Contingents	18 382,2
Unités de police constituées	–
Total partiel	18 382,2
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	9 021,7
Communications	3 408,8
Santé	1 806,6
Matériel spécial	1 092,0
Total partiel	15 329,1
Total	33 711,3

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	2,4	1 ^{er} janvier 2010	Juin 2009
Usage opérationnel intensif	3,0	1 ^{er} janvier 2010	Juin 2009
Acte d'hostilité ou abandon forcé	3,4	1 ^{er} janvier 2010	Juin 2009
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport			

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la MINURCAT	–
Contributions volontaires en nature	–
Total	–

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(122,2)	(7,1 %)

24. Le dépassement de crédits est essentiellement imputable aux frais de transport aériens supérieurs au montant prévu, du fait du rapatriement et du remplacement de 37 observateurs militaires, contre 24 prévus au budget; de plus, la plupart des billets d'avion ont été payés en monnaie locale, dont le taux de change est passé, au cours de l'exercice considéré, de 512,96 francs CFA pour un dollar des États-Unis, tel que prévu au budget, à 470,7 francs CFA pour un dollar des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Contingents	32 136,6	18,6 %

25. L'écart enregistré à cette rubrique résulte du taux de vacance plus important que prévu, soit 35,6 % plutôt que 29 %. Étant donné l'incertitude quant à l'avenir de la Mission, le déploiement d'effectifs a dans un premier temps été interrompu; par la suite, le Conseil de sécurité a décidé de réduire les effectifs militaires de 5 200 à 2 200 au 15 juillet 2010.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	1 943,2	10,0 %

26. Le solde inutilisé est dû à l'écart entre le taux de vacance réel et celui prévu au budget, soit 19,5 % et 10,0 %, respectivement, les effectifs de police pendant l'exercice ayant été en moyenne de 242 personnes, alors que le montant alloué à cette rubrique avait été déterminé sur la base d'une moyenne de 270 personnes. Vu l'incertitude entourant le mandat de la Mission, le déploiement d'effectifs a d'abord été interrompu; par la suite, le Conseil de sécurité a décidé dans sa résolution 1923 (2010) de réduire progressivement les effectifs de la Mission puis de la dissoudre.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(7 619,2)	(9,9 %)

27. Le dépassement de crédits s'explique par le recrutement de personnel plus rapide que prévu, grâce à la stratégie de recrutement des équipes d'intervention. Alors que les dépenses concernant le personnel recruté sur le plan international avaient été estimées sur la base d'un taux de vacance de 25 %, le taux moyen pendant l'exercice a été de 16,6 %. De plus, un plus grand nombre de membres du personnel que prévu ont dû être affectés à la mission à titre provisoire pour remplir des fonctions dans différents sites, ce qui a entraîné une augmentation des indemnités de subsistance versées de juillet 2009 à avril 2010.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(1 117,0)	(19,4 %)

28. L'écart à cette rubrique s'explique par le recrutement de personnel plus rapide que prévu, grâce à la stratégie de recrutement des équipes d'intervention. Alors que les dépenses concernant le personnel recruté sur le plan national avaient été estimées sur la base d'un taux de vacance de 40 %, le taux moyen pendant l'exercice a été de 15,3 %. De plus, la valeur de la monnaie locale a augmenté, passant d'un taux de change de 512,96 francs CFA pour un dollar des États-Unis, qui a servi de base aux estimations budgétaires, à 470,7 francs pour un dollar des États-Unis, d'où une augmentation des dépenses salariales et dépenses connexes.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(1 426,7)	(26,2 %)

29. Le dépassement de crédits résulte du recrutement de personnel plus rapide que prévu, grâce au travail du Groupe de l'appui aux Volontaires des Nations Unies. Alors que les dépenses sous cette rubrique avaient été estimées sur la base d'un taux de vacance de 15 %, le taux moyen pendant l'exercice a été de 6,5 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	(208,4)	(14,6 %)

30. Le dépassement de crédits découle d'un déploiement du personnel plus rapide que prévu, 23 membres du personnel ayant été déployés, contre 20 prévus au budget. Alors que les dépenses au titre du personnel fourni par des gouvernements avaient été estimées sur la base d'un taux de vacance de 20 %, le taux moyen pendant l'exercice a été de 8 %.

	<i>Écart</i>	
Consultants	21,8	11,7 %

31. L'écart enregistré à cette rubrique résulte de l'ajournement et de l'annulation des formations à la planification et au suivi des contrats et à la gestion des achats, en raison de l'incertitude entourant le mandat de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(1 630,5)	(130,4 %)

32. Le dépassement de crédits s'explique par le nombre plus important que prévu des voyages à l'intérieur de la zone de la Mission; ces voyages, qui concernaient les sections de l'informatique et des communications, du génie et des transports aériens, étaient nécessaires aux fins de la création de camps dans les provinces orientales du Tchad. Ce dépassement a été compensé en partie par les dépenses moins importantes que prévu en matière de voyages au titre des formations, le coût des voyages à destination de la Base de soutien logistique des Nations Unies ayant été inférieur au montant budgétisé.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	74 277,4	36,8 %

33. L'écart enregistré à cette rubrique est le résultat de dépenses moins élevées que prévu au titre des activités de construction, vu l'annulation de projets majeurs tels que la construction d'hélistations, de routes d'accès et d'aires de trafic, et le prolongement et la réfection des pistes d'atterrissage. Ont également été annulés les travaux de construction du camp de Bahai, suite à la demande du Gouvernement tchadien d'en changer l'emplacement. La construction des camps d'Iriba, de Goz Beïda et de Koukou a d'abord été interrompue, puis annulée. De plus, l'incertitude entourant le mandat a eu pour effet de diminuer les dépenses de carburants et de lubrifiants. Les dépenses ont également été moins importantes que prévu en ce qui concerne les fournitures d'entretien et le matériel de défense des périmètres, les pièces de rechange, le matériel de réfrigération, les travaux de réaménagement et de rénovation, les installations et infrastructures diverses, les réservoirs de carburant, le matériel de purification de l'eau et d'autre articles.

34. Les crédits non inutilisés ont été absorbés en partie par des dépenses de loyer supérieures aux prévisions, en raison du retard dans la construction de 17 locaux à usage de logements et de bureaux. De plus, le coût des services d'infrastructure a

été plus élevé que prévu à cause du recours à une entreprise privée pour l'approvisionnement en eau, plutôt qu'aux installations appartenant à la Mission, et de divers retards et dépenses supplémentaires relatifs aux services de sécurité et d'entretien et au matériel destiné aux unités préfabriquées et aux logements.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	9 164,8	39,3 %

35. L'écart est essentiellement dû à l'incertitude entourant le mandat de la Mission, qui a entraîné des retards dans le déploiement des contingents, d'où une réduction de la consommation de carburant et l'annulation d'achats de nouveaux véhicules et de pièces de rechange.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	26 052,5	19,9 %

36. Le solde inutilisé représente la réduction des dépenses par rapport aux prévisions du fait de l'annulation d'achats de matériel spécialisé, notamment des systèmes d'éclairage pour les aérodromes et des stations météorologiques. À cela s'ajoute le fait que seuls 18 des 29 hélicoptères prévus au budget étaient opérationnels, étant donné la longueur du processus d'obtention des moyens aériens. Trois des 18 hélicoptères n'ont été déployés qu'en janvier 2010 et un a été retiré à la mi-août 2009. En conséquence, les dépenses de location, d'exploitation et de carburants ont été inférieures aux prévisions. Les droits d'atterrissage et les frais aéroportuaires ont également été moins élevés que prévu, du fait de l'annulation de projets concernant des services d'aérodrome à N'Djamena et Abéché.

37. Les économies ainsi réalisées ont été réduites par le versement d'indemnités de subsistance aux équipages de deux avions (Learjet 35 et Lockheed C-130) prêtés par d'autres missions. Ces appareils, nécessaires aux activités de la Mission, ont dû être empruntés à cause de la longueur des processus d'achat et de l'impossibilité de trouver les types d'avion en question. Ainsi, 11 membres d'équipage ont dû être déployés temporairement au Tchad, avec le versement d'indemnités de subsistance que cela implique.

	<i>Écart</i>	
Communications	1 828,5	16,3 %

38. L'écart s'explique par des dépenses de communications par réseau commercial inférieures aux prévisions, particulièrement en ce qui concerne les émetteurs-récepteurs, et par l'utilisation moins importante que prévu de la téléphonie par réseau satellite commercial, suite à la mise en place dans les délais fixés du réseau VSAT de l'ONU. L'écart a été réduit par le besoin plus important que prévu de services de soutien en matière de communications, du fait de la mise en place à Entebbe d'installations nécessaires pour assurer un meilleur appui à la Mission, notamment un système d'archivage et de recouvrement des données.

	<i>Écart</i>	
Informatique	1 194,9	19,0 %

39. L'écart enregistré à cette rubrique tient à l'incertitude entourant le mandat de la Mission. À cela s'ajoute le fait que le nombre d'ordinateurs de bureau et d'ordinateurs portables nécessitant des licences d'utilisation de logiciel était plus bas que prévu en raison des retards intervenus dans l'achat des nouvelles licences et l'installation des logiciels de gestion intégrée du réseau de serveurs, d'optimisation du réseau longue portée et de conception d'applications Web.

	<i>Écart</i>	
Santé	1 143,7	28,6 %

40. L'écart enregistré à cette rubrique tient au nombre inférieur aux prévisions d'évacuations sanitaires, soit 29 au lieu de 56, ainsi qu'au montant moins élevé des dépenses liées aux hospitalisations et aux consultations médicales. Cet écart a été réduit par l'augmentation des dépenses nécessaires pour la mise en place d'une clinique supplémentaire de niveau I à Abéché, dotée de capacités chirurgicales renforcées.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	513,6	32,0 %

41. Le matériel déployé par les contingents a été moins important que prévu, d'où l'écart enregistré à cette rubrique. Les prévisions étaient fondées sur les effectifs prévus par le mandat et le projet de mémorandum d'accord. Étant donné la probabilité d'une modification du mandat, les effectifs déployés ont été moindres que ce qui était prévu au budget; par ailleurs, certains contingents n'étaient pas munis de tout le matériel initialement prévu.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	13 236,5	52,0 %

42. Le solde inutilisé correspond à la réduction par rapport aux prévisions des dépenses au titre du fret, des rations et des assurances, découlant de l'interruption du déploiement de contingents, qui a eu des conséquences directes sur la planification logistique. L'écart a compensé en partie les pertes imputables au taux de change.

	<i>Écart</i>	
Projets à impact rapide	552,6	55,3 %

43. L'écart enregistré dans cette rubrique tient au fait que les conditions météorologiques pendant la saison des pluies et les difficultés découlant du manque de moyens de certains acteurs humanitaires ont entraîné des retards dans 15 des 46 projets d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

44. En ce qui concerne le financement de la MINURCAT, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, soit 149 947 800 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2010, soit 13 466 100 dollars correspondant aux intérêts créditeurs (4 199 800 dollars), aux recettes diverses ou accessoires (3 400 700 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (5 866 000 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (400 dollars).
